



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI
Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

1

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 19 octobre 2022

Le dix-neuf octobre deux mille vingt deux à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 12 octobre 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, HABI Hacène(jusqu'à 20h20), CHALBI Yacin, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine (jusqu'à 22h22), BALIAS Thierry(jusqu'à 22h22), FOURNIAUD Martine(jusqu'à 22h22), ESSONNE MENGUE Terence(jusqu'à 22h22), GUILLAUD-BATAILLE Fabien(jusqu'à 22h22), HUTIN Sébastien.

Étaient représentés :

M. COELHO Vasco	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
Mme BRULANT Marina	mandat à M. MARQUES Henrique
M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
Mme COHEN Rachel	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
M. OMRANE Alain	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à M. ID ELOUALI Ali
M. BOURVEN Julien	mandat à Mme SASU Hancès
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
Mme MARTIN Mélisande	mandat à Mme LANTERNIER Lucie

Étaient absents : M. AOUMMIS Hassan, Mme BENKAHLA Malika, Mme LEMOINE Nathalie

Secrétaire de séance : Hancès SASU

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du compte rendu de la séance du 21 septembre 2022.....	4
→ Adoption de l'ordre du jour	4
→ Rappel de la constitution du Conseil	4
RESSOURCES HUMAINES	6
→ 1. Modification du tableau des effectifs.....	6
→ 2. Modification de la délibération sur les indemnités de fonction au Maire, adjoint(e)s et conseiller(e)s délégué(e) et associé(e)s	8
RELATIONS PUBLIQUES.....	11
→ 3. Révision de la tarification des salles et des cautions aux syndicats, entreprises et partis ou groupes politiques à compter du 1er novembre 2022	11
URBANISME	13
→ 4. Approbation du CRACL de la ZAC du Port pour l'année 2021.....	13
→ 5. Approbation de la majoration de la part communale de la taxe d'aménagement sur les zones UA, UC et UR.....	15
→ 6. Acquisition de l'usufruit à l'EPFIF de lots de la Galerie Rouget de Lisle dans le cadre de la convention d'intervention foncière.....	17
→ 7. Institution d'un règlement municipal de changement d'usage des locaux d'habitation et attribution d'un numéro d'enregistrement pour les locations de courte durée.....	19
→ 8. Approbation de la modification 6 du Plan Local d'Urbanisme	21
CENTRES SOCIAUX.....	26
→ 9. Approbation de l'action « tickets-loisirs » mise en place par la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances ».....	26
SPORT.....	26
→ 10. Subvention aux associations sportives et aux sportifs de haut niveau pour l'année 2022	26
COMMERCE.....	28
→ 11. Rapport d'activité 2021 de la société GERAUD concernant la délégation de Services Publics des marchés forains.....	28
ENFANCE.....	33
→ 12. Fixation des tarifs de location des centres de vacances pour l'année 2023..	33
TRANSITION ÉCOLOGIQUE	36

- 13. Approbation des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) -
L'itinéraire GR2 de la Vallée de la Seine36

ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....37

- 14. Modification de la composition de la commission d'Appel d'offres37
- 15. Modification de la composition de la commission des marchés de travaux...38
- 16. Modification de la composition de la commission de concession.....39
- 17. Modification du nombre de commissions municipales39
- 18. Modification de la composition des commissions municipales.....40
- 19. Désignation d'un conseiller territorial à l'établissement Public Territorial Grand
Orly Seine Bièvre en remplacement d'un conseiller municipal démissionnaire.....40
- 20. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités
territoriales47

La séance est ouverte à 19 h 42 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bonsoir, chers collègues. Nous allons ouvrir la séance. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance de ce Conseil.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Madame Hancès Sasu.

(Mme Hancès Sasu est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer tout de suite la parole à Monsieur Baranger, notre directeur général des services, pour procéder à l'appel.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ Approbation du compte rendu de la séance du 21 septembre 2022

M. le Maire : Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 21 septembre 2022 avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ces procès-verbaux ? Non, je n'en vois pas. Très bien, c'est donc adopté.

→ Adoption de l'ordre du jour

M. le Maire : Vous avez reçu l'ordre du jour, y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Je n'en vois pas non plus. Oui ?

M. Guillaud-Bataille : Excusez-moi, Monsieur le Maire, mais étant donné la modification du Conseil, je crois qu'il est normal que vous nous rappeliez à ce jour sa constitution, la constitution des groupes qui composent notre Conseil.

M. le Maire : Cher Monsieur Guillaud-Bataille, j'y viens, si vous me laissez dérouler. Bien sûr que c'est ce que nous allons faire, c'est le point suivant.

M. Guillaud-Bataille : Très bien.

→ Rappel de la constitution du Conseil

M. le Maire : Nous y venons. À la suite de la démission de Mesdames Juhel et Luc, nous procédons à l'installation de deux nouveaux conseillers. Il s'agit de Madame Fourniaud Martine et de Monsieur Guillaud-Bataille. Bienvenue à vous.

Vous trouverez aussi sur table une délibération concernant la commission des marchés de travaux de concession, et sur la composition des commissions municipales avec des modifications de noms. Je vous le précise, c'est sur table.

Pour revenir sur les nouveaux conseillers municipaux, à ce que l'on nous a indiqué, Madame Fourniaud Martine est la nouvelle présidente du groupe... Madame Fourniaud, si vous voulez vous présenter ? Comment s'appelle le groupe ?

Mme Fourniaud : Union de la gauche communiste, socialiste écologiste et citoyenne. Cela n'a pas changé.

M. le Maire : D'accord, cela ne change pas. Très bien. Donc vous en êtes la présidente. Monsieur Bataille en fait partie. Monsieur Guillaud-Bataille, Madame Desprès, Monsieur Essonne-Mengue et Monsieur Balias. Très bien, je n'ai oublié personne. Vous êtes donc cinq. Très bien. Je vous souhaite un bon Conseil pour les nouveaux arrivés.

M. le Maire : Nous allons tout de suite prendre le point n°1... Pardon ?

Mme Fourniaud : Je ne manie pas très bien le micro, je suis désolée, mais je pense que tout le monde m'entend. Nous voulions demander une modification de l'ordre du jour, je crois qu'il est usage de la demander lors de la Conférence des présidents, ce qui n'a pas été fait.

M. le Maire : Oui.

Mme Fourniaud : Pour placer les deux points qui sont en fin au début. Pas ceux concernant les commissions, puisqu'on vient de voir les modifications qui sont sur table, qui nous iraient, et on vous remercie, mais concernant le renouvellement du poste du conseiller territorial.

M. le Maire : Ecoutez, ce qui est embêtant, c'est que l'ordre du jour ayant été défini, il aurait fallu faire votre demande avant, ce que j'aurais accepté. Mais là, je ne vois pas... Non, on va suivre l'ordre du jour. Qu'ils soient avant ou après, je ne vois pas, cela ne change rien. Franchement, vous auriez fait cette demande comme il se doit avant, nous l'aurions acceptée.

Mme Fourniaud : À la Conférence des présidents, donc.

M. le Maire : Oui. C'est donc pour cela...

Mme Fourniaud : Madame Desprès, je crois, a indiqué à votre...

M. le Maire : Bon, s'il vous plaît, Madame Fourniaud. Je vous ai invitée à vous présenter au cabinet pour que l'on vous explique les règles, pour que vous puissiez démarrer dans de très bonnes conditions. Je crois que vous ne vous êtes pas présentée au cabinet, donc s'il vous plaît, laissez-moi dérouler... Madame Fourniaud, si vous commencez comme cela, d'abord, vous prenez la parole que si je vous la donne, c'est une des règles des conseillers municipaux. Si vous pouvez éteindre votre micro, ce serait très bien aussi. Donc, je vous explique que nous sommes tout à fait ouverts à toutes les suggestions que vous pourriez faire, il faut commencer par le commencement. Nous avons appris très récemment, et encore, à notre demande, on vous a écrit pour connaître qui serait le président ou la présidente de ce nouveau groupe et qui le composerait, parce que nous étions quand même un peu perdus avec les sorties de votre groupe et autres. C'est ce que nous venons de faire ce soir, donc nous allons procéder au déroulement qui était prévu par l'administration sur ce Conseil municipal. Par la suite, il n'y a aucun souci, vous pourrez demander, faire les demandes dont vous avez parfaitement le droit en temps et en heure pour que les services puissent y procéder. C'est tout.

Monsieur Essonne Mengue, nous allons d'abord attaquer le point n°1, on ne va pas épiloguer là-dessus. On a quand même des points importants à voir, donc nous attaquons par le point n°1. Une des règles aussi, c'est d'intervenir sur l'ordre du jour. Voilà.

RESSOURCES HUMAINES

→ 1. Modification du tableau des effectifs

M. le Maire : Donc l'ordre du jour, pour l'instant, le point n°1, c'est la modification du tableau des effectifs. C'est du classique, c'est par mutation, puisque pour la bonne marche des services, nous devons créer deux postes. Comme je cherchais le point que vous vouliez changer, j'ai perdu mon point n°1... Voilà, j'y suis. Il s'agit de créer un chargé de collection qui sera rattaché au responsable du service archives, documentation, patrimoine. Il aura notamment en charge le traitement des collections patrimoniales et le suivi des collections. Il s'agit aussi de créer un chargé d'urbanisme réglementaire qui sera rattaché au responsable du service urbanisme opérationnel et foncier. Il est un soutien opérationnel au sein de la direction, il assure l'intérim du responsable du service en cas d'absence et pilote la dématérialisation des ADS, entre autres tâches, bien sûr. Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Je suis vraiment désolé, Monsieur le Maire, vous excuserez notre inexpérience et nos tâtonnements, mais pour le coup, justement à la suite de l'installation, je crois que Madame Fourniaud, comme moi-même, aurions aimé dire quelques mots à l'assemblée comme nouveaux conseillers municipaux pour se présenter et dire dans quel état d'esprit nous abordions ce mandat. Cela nous semble être de bonne, je ne sais pas si l'on peut dire de bonne politique, mais de bonne manière ou de bon aloi. Je suis désolé, mais la forme du début n'a pas permis que je puisse vous le demander, parce qu'effectivement, vous aviez raison de vouloir entrer dans l'ordre du jour. Je vous prie de m'excuser de vous avoir interrompu.

M. le Maire : Il n'y a pas de souci. Je ne sais pas qui veut commencer, moi, je n'y vois aucun inconvénient. Monsieur Guillaud-Bataille, si vous voulez dire deux mots, vous présenter, et ensuite, Madame Fourniaud.

M. Guillaud-Bataille : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Chers collègues, Mesdames, Messieurs présents ce soir et aussi ceux qui nous regardent. Je veux d'abord saluer le travail des services pour l'accueil qui a été réservé aux nouveaux conseillers municipaux, et je veux aussi vous dire l'honneur pour ma part que je ressens à devenir conseiller municipal de notre ville, mais aussi, et surtout la responsabilité que, je crois, il m'incombe désormais.

Je veux saluer Didier Guillaume, Françoise Juhel et particulièrement Nadine Luc qui ont démissionné, créant ainsi les conditions des entrées de mes collègues, Thierry Balias, Martine Fourniaud, et de moi-même, et de renouvellement conséquent du groupe d'opposition. Leur engagement au cours des années pour notre ville et sa population mérite, je crois, d'être salué.

Je veux aussi avoir une pensée pour un grand Monsieur que j'ai eu l'honneur de connaître, Monsieur Daniel Davisse, et puis, un mot pour Hélène Luc, la sénatrice honoraire que je veux remercier de sa présence puisqu'elle a dû choisir entre être présente dans sa ville ce soir et une réunion à l'ambassade d'Arménie. Cela n'étonnera personne tant les conditions pacifistes d'Hélène rencontrent celles des Choisyennes et des Choisyens, comme celles, d'ailleurs, du devoir de mémoire qui nous a rassemblés au square du 17 octobre 1961 lundi.

Je veux dire que c'est en représentant des milliers d'électeurs choisyens qui ont choisi la liste de gauche, Choisy en Commun, que je veux siéger et que je siégerai. Il est pour moi primordial de respecter l'expression populaire au-delà des vies et des avis qui peuvent évoluer, cela peut être respectable et doit être respecté. Les élus, le temps passant, ne peuvent changer le mandat qui leur a été confié par les citoyennes et citoyens. Porteuse d'un programme placé

par les Choisyens dans l'opposition, il importe d'y rester. Cela ne veut pas dire s'opposer à tout, la matinée que nous avons partagée, Monsieur le Maire en est d'ailleurs un exemple...

M. le Maire : Attendez, Monsieur Bataille. Vous êtes en train de porter des jugements sur des positions ou des actions. Donc je vous ai donné volontiers la parole, c'est toujours prévu, mais c'est en quelques mots. Ce n'est pas pour avoir une tribune politique et entrer en désaccord avec la position de certains et de certaines. Donc moi, j'ai cru que vous vouliez vous présenter à la population, ce qui est tout à fait normal...

M. Guillaud-Bataille : C'est ce que je suis en train de faire, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Mais je ne peux pas vous donner la parole, nous avons un Conseil municipal à tenir. Vous prenez quelques minutes pour présenter, Madame Fourniaud, pareil, vous aurez le temps vis-à-vis de ce que nous avons à débattre de dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord, de ce qui est bien ou pas bien pour la population, mais je pense que là, vous n'êtes pas à une tribune de l'Assemblée ou je ne sais où. Je vous demanderai d'être quand même, par respect de vos collègues, de l'ordre du jour que nous avons, d'être succinct, et vous aurez loisir d'écrire, de dire tout ce que vous pensez. Présentez-vous, l'état d'esprit que vous avez, très bien. Maintenant, les positions des uns et des autres, cela les regarde.

M. Guillaud-Bataille : Je vous remercie, Monsieur le Maire. C'est dommage que vous m'ayez interrompu à ce moment-là, car justement, j'étais en train de dire qu'il y a des moments où au-delà de l'opposition, il y a des moments qui relèvent de l'intérêt général des Choisyennes et des Choisyens, comme nous l'avons vécu ensemble ce matin au lancement de Villeneuve Demain, notamment au lancement de ce convoyeur de déblais qui permettra à un grand nombre de gravats du chantier de Villeneuve Demain de ne pas emprunter l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges. Pour le coup, c'était une idée, d'ailleurs, de Monsieur Guillaume, que je sais que vous avez soutenue, que moi-même j'ai soutenu comme conseiller régional et conseiller d'administration d'Île-de-France mobilité. Je voulais souligner, donc, qu'il arrive, bien qu'il y ait des oppositions, que nous nous retrouvions pour l'intérêt général des Choisyennes et des Choisyens, comme c'est le cas, je le pense, que nous devrions nous retrouver très bientôt, notamment sur la question des transports dans notre région et dans notre ville, dont chacun sait qu'ils deviennent particulièrement insupportables à vivre au quotidien pour l'ensemble de nos concitoyens, quelles que soit leurs convictions.

Vous me permettrez de finir par un mot, et quelque part votre interruption le démontre assez bien, vous voyez, je l'avais écrit avant, c'est qu'il y a cette théorie en vogue dans ce Conseil municipal, que j'ai écouté, que j'ai suivi, et dans cette majorité, qui veut qu'à l'échelle d'une commune les questions de gauche et de droite soient remplacées par le bon sens, la nécessité ou la gestion de bon père de bonne mère de famille. Je veux le dire, cette notion est une imposture. Nos choix, quoi qu'on en dise, sont toujours dictés par un regard et une pensée de la société...

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, cela suffit. Là, je me sens un peu manipulé. Vous arrivez, il est de bon aloi de vous présenter. Nous avons un ordre du jour à respecter...

M. Guillaud-Bataille : Nous sommes dans une institution politique, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Vous commencez par insulter la majorité...

M. Guillaud-Bataille : Non.

M. le Maire : Vous nous traitez d'imposteurs, c'est ce que vous venez de dire, Monsieur, que notre position est une imposture. Oui, Monsieur. Dans cette assemblée, gauche, droite, on s'en moque. Nous ne sommes pas à l'Assemblée. Nous ne sommes pas en période électorale,

nous sommes en train de gérer les affaires des Choisyennes et des Choisyens. Vous pouvez vous opposer à nos choix, très bien, mais cela s'arrête là. Vous pouvez avoir des propositions contraires. Lorsque viendront les élections, vous pourrez dire, écrire, tracter tout ce que bon vous semble.

Je vais maintenant donner la parole à Madame Fourniaud, parce qu'il me semble que l'on a quand même passé un certain temps, alors qu'on a des sujets à voir. Madame Fourniaud, vous avez la parole. Si c'est politique, attaques et autres, ce n'est pas le lieu. Donc, présentez-vous, cela ira très bien.

Mme Fourniaud : Je vous remercie. Donc Martine Fourniaud, comme j'entends que le temps nous est compté et que je partage à 100 % ce qui a été dit par Monsieur Guillaud-Bataille, je n'ajouterai rien, si ce n'est, juste, on ne reviendra pas dessus, que j'ai pris contact avec votre chef de cabinet la semaine dernière. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien, nous revenons au point n°1. Y a-t-il des observations sur ce point n°1, sur cette modification du tableau des effectifs qui est purement technique ? Ce ne sont pas des créations de postes, ce sont des mutations. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas non plus. Abstentions ? Il y a 5 abstentions. Très bien. Merci à vous.

Vote de la délibération n°1

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°1 est adoptée à la majorité

→ 2. Modification de la délibération sur les indemnités de fonction au Maire, adjoint(e)s et conseiller(e)s délégué(e) et associé(e)s

M. le Maire : Le point n°2, il ne s'agit pas des indemnités du maire. Nous avons eu une démission dans notre majorité, Monsieur Hacène Habi a donc démissionné de son poste d'adjoint de la majorité. Nous avons donc nommé un nouvel adjoint, Monsieur Karim Garrouit qui est maintenant adjoint à l'événementiel, donc il a fallu redistribuer des indemnités, c'est de cela qu'il s'agit, et Monsieur Stéphane Bance qui, lui, n'est pas adjoint, mais qui a remplacé Monsieur Hacène Habi à la sécurité. C'est uniquement cela. Y a-t-il des observations sur ce point ? Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Merci, Monsieur le Maire. C'est la troisième fois en deux ans que nous est présentée une délibération sur les indemnités des élus. Il me semble de bon augure de rappeler vos propos, Monsieur le Maire, en date du 23 septembre dernier, je ne fais que vous citer : « *Arrêtez votre cirque, Monsieur Guillaume, vous êtes un cumulard, j'ai dit à la directrice générale des services que je ne voulais ni plus ni moins que ce que gagnait l'ancien maire. Elle m'a dit que c'était 2 000 euros bruts, je travaille deux fois plus que vous, puisque vous étiez la moitié de votre temps au Département, l'autre moitié dans divers organismes. Vous étiez à mi-temps à la commune, j'y suis à 200 %. Il faudra m'expliquer comment vous pouvez être à la fois au Département et à la ville. La nuit, le Département ou la commune sont fermés. Vous savez, lorsque je gagnerai tout ce que vous gagnez, je ne pense pas que cela arrivera, je ferai la même chose que vous, je prendrai 2 000 euros bruts comme maire* ». Tout le monde pourra constater que Monsieur Panetta a une seule parole, la présente délibération en est la démonstration.

Vous avez également ajouté : « *Nous pouvons aussi parler de ce que je perds en me consacrant à ma commune, mais cela est un choix.* » En septembre 2020, je ne me suis pas interrogé sur ce que vous aviez perdu. Aujourd'hui, je constate juste que vous n'avez rien perdu à consacrer à la commune, puisque vous avez déclaré zéro euro de revenu d'activité sur les quatre dernières années qui ont précédé votre élection, et ce n'est pas moi qui le dis, c'est vous, Monsieur le Maire, dans votre déclaration d'intérêts disponible sur le site de la Haute Autorité de la transparence de la vie publique. Si j'avais su que vous aviez si peu de revenus malgré votre entreprise, votre patrimoine immobilier, vos nombreuses voitures, j'aurais évidemment lancé une quête. Non sans humour, vous avez finalement déclaré lors de ce précédent Conseil... Sur une éminente chaîne de télévision que j'adore, la Rai, il y avait un reportage sur le plus important marchand de chaussures d'Italie. Les journalistes disaient que selon sa déclaration fiscale, ce monsieur devait conduire pieds nus, car il n'avait même pas de quoi se payer une paire de chaussures. Cependant, les journalistes expliquaient également qu'il conduisait des voitures Mercedes rutilantes qui ne correspondaient pas à sa déclaration fiscale. Je ne dis pas que vous ne déclarez pas, mais il serait intéressant pour vous qui touchez si peu d'expliquer votre train de vie et ce que vous possédez. Voilà donc l'arroseur arrosé.

Pour conclure, je ne vais pas participer à cette forfaiture, la simple participation au vote de cette délibération est déshonorante vis-à-vis des Choisyens qui attendent des actions publiques pour leur quotidien, et pas un enrichissement d'une poignée. Je citerai Victor Hugo dans « Ruy Blas » : « *Ô, ministres intègres ! Conseillers vertueux ! Voilà votre façon de servir, serviteurs qui pillez la maison ! [...] Donc vous n'avez pas ici d'autres intérêts que d'emplir votre poche et vous enfuir après ! Soyez flétris devant votre [ville] qui tombe, fossoyeurs qui venez la voler dans sa tombe* ». Je vous remercie, je vous souhaite une bonne soirée.

M. le Maire : Merci, on vous reconnaît bien là, Monsieur Hacene Habi. Le ton est donné. Oui, vous parlez de choses personnelles, vous qui vivez uniquement de l'argent de la CAF. Et je crois, et vous avez osé... Je vous signale que la Haute Autorité que vous avez saisie n'a rien trouvé à redire, je fais mes déclarations, mais sans doute lisez-vous mal, la Haute Autorité n'a rien... Voilà, c'est le courage de Monsieur Hacene Habi, c'est parfait. On attaque en dessous de la ceinture, puis on s'en va, mais il n'a que cela à faire, ce triste sire. Je pense que cela honore cette assemblée que ne soit pas présente une personne pareille.

Donc, il n'est pas là, mais il est bien entendu que je déclare mes revenus. Les personnes qui sont engagées en politique sont plus que contrôlées, ce qu'il vient de dire, c'est absolument faux. Il a porté plainte contre moi auprès de la Haute Autorité, s'il y avait eu le moindre fait répréhensible, je ne serais plus maire. Ne sachant comment attaquer, il préfère faire cela. C'est de la diffamation pure, donc je me réserve le droit, moi, de l'attaquer en diffamation, parce que je déclare mes revenus.

Quant au fait d'être au Département et à la ville, oui, effectivement, je cumule donc au Département et à la ville, et je ne touche donc pas plus que l'ancien maire qui était au Département et à la ville. Il s'est avéré que pour l'intérêt des Choisyennes, des Choisyens, politique, j'ai dû répondre à une demande et j'ai eu cent fois raison parce qu'après 45 ans de gestion communiste du Département, grâce... Écoutez, cher Monsieur, je réponds, vous prendrez. Ce n'est pas politique, je désigne des faits et je m'explique sur les attaques qui m'ont été faites. Si vous prenez la parole... Cela ne va pas continuer toute la soirée à prendre la parole sans qu'on vous la donne. Ce n'est pas politique, j'explique, je réponds aux attaques de Monsieur Hacene Habi. Je me suis engagé pour le bien de la commune au Département, bien m'en a pris puisque le Département a changé. Le Département, nous trouvons une situation où il est en ruine, donc nous devons le remonter. Nous devons le remonter, voilà. Ce qu'a dit Monsieur Hacene Habi qui n'avait rien à voir avec ce qui nous concerne ici, c'est juste de la polémique de bas étage. J'assume complètement ce que je fais, vous pouvez passer le soir en mairie, vous verrez que j'y suis. Je suis aussi effectivement au Département, ce qui est normal. Je fais 12 heures par jour, pratiquement 6 jours et demi sur 7. Ce n'était pas le cas de Monsieur Hacene Habi. Je vous invite tous à en faire autant, on va en arrêter là. Je suis parfaitement tranquille, tout est chez la Haute Autorité, il n'y a aucun souci, qui m'a informé des attaques de la plainte de Monsieur Habi qui n'a eu aucune suite. Cela donne le personnage. Il ferait mieux d'être parfaitement en adéquation avec la CAF, puisque les seuls revenus qu'il a, Monsieur Habi, c'est grâce à la Caisse d'allocations familiales. Et s'il a quitté notre groupe d'opposition, c'est parce que trois fois, il a failli me mettre en danger avec des conflits d'intérêts extrêmement graves. Voyez-vous, moi, je respecte le CGCT, je respecte les règles, ce qui n'était pas son cas. Lorsqu'il ose porter de telles attaques outrancières, lui qui ne s'est fait élire que pour servir ses intérêts personnels auxquels j'ai mis fin.

Y a-t-il d'autres remarques ? Monsieur Essonne Mengue.

M. Balias : Non, c'est Thierry Balias.

M. le Maire : Pardon, excusez-moi. Je suis navré, excusez-moi.

M. Balias : C'est vrai qu'on se ressemble, mais ce n'est pas grave.

M. le Maire : Excusez-moi.

M. Balias : Juste une question, Monsieur le Maire, juste un point. Effectivement, une indemnité, ce n'est pas un salaire, je suis désolé, c'est vrai que quand on est devant le Conseil municipal, que l'on voit que cela vole un petit peu bas sur ce sujet... Une indemnité n'est pas un salaire, et tout élu de la République, je pense, doit, quand le texte et quand la loi le permet, avoir son indemnité. En préambule, je tenais à le dire.

En revanche, un fait. Effectivement, sur la Haute Autorité, c'est vrai que votre déclaration n'y apparaît pas à ce jour. Peut-être qu'effectivement, il y a des raisons pour cela, ou c'est en cours. En tout cas, c'est un fait. Si on la consulte là, on ne la retrouve pas. C'est juste pour que l'on puisse préciser les choses et pour être tout à fait honnête sur ce point.

Ma question, on voit sur le détail des montants qui sont perçus par les adjoints et les délégués qu'ils ne sont pas les mêmes. Peut-être que vous pourrez nous éclairer là-dessus. Effectivement, vous avez tout à fait le droit de faire ce que vous voulez, c'est juste pour porter à l'attention des Choisyens et des Choisyennes sur la répartition que vous avez faite là-dessus, même si elle est totalement anecdotique en montant sur le pourcentage qui a été fait pour certains.

M. le Maire : C'est comme dans toutes les villes, il y a effectivement des conseillers délégués, il y a des adjoints, il y a des gens qui ont des indemnités. Au-dessus d'un certain niveau, en

consultation avec leurs accords, les gens donnent leur accord, je consulte les adjoints, et dans la précédente mandature comme dans les autres, comme dans les autres villes, il y a des indemnités variables. Tout le monde n'a pas la même indemnité. C'est tout, cela s'est fait avant, cela se fait là, cela se fera après, et en parfait accord, toujours, avec les élus.

Quant à votre réponse, je vous suggère, vous aussi à ce moment-là puisque vous en avez parfaitement le droit, de demander des explications à la Haute Autorité. Moi, je peux vous certifier que tout est fait. Ils n'ont pas obligation ou je ne le sais pas, il faut les appeler, et s'ils ont oublié de publier quelque chose, il faut les rappeler à l'ordre et leur demander de le faire, il n'y a aucun souci. Aucun.

M. Balias : Mon but n'était pas de faire une polémique là-dessus, vous avez bien compris qu'en préambule...

M. le Maire : Excusez-moi, il y a un problème de micro. Est-ce qu'il y a un technicien ?

M. Balias : C'est moi qui me mets trop près du micro. Je disais que le but de mon propos n'était pas de faire de polémique de quoi que ce soit là-dessus. Ce n'est qu'un fait, que les gens puissent regarder. À cette heure-là, les gens qui nous regardent peuvent aller consulter, c'est une autorité indépendante. C'est un fait, c'est tout. Merci, Monsieur le Maire.

M. le Maire : OK. C'est eux qui doivent s'occuper de tout cela.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Alors, je mets au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? 6 abstentions. Très bien, je vous en remercie. C'est adopté, merci à vous.

Vote de la délibération n°2

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE, HUTIN Sébastien.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°2 est adoptée à la majorité

RELATIONS PUBLIQUES

→ 3. Révision de la tarification des salles et des cautions aux syndicats, entreprises et partis ou groupes politiques à compter du 1er novembre 2022

M. le Maire : Le point n°3, je donne la parole à Monsieur Karim Garrouit.

M. Garrou : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, la délibération qui m'est donné de vous présenter ce soir porte sur la révision de la tarification des salles et des cautions aux syndicats, entreprises, partis ou groupes politiques.

Lors du Conseil municipal du 30 mars 2016, une délibération est passée à ce sujet, mais celle-ci évoquait seulement les syndicats et les entreprises. Il n'y était pas fait mention des partis et groupes politiques. Il est nécessaire de les intégrer comme utilisateurs de salles communales à titre payant, exception faite des périodes électorales durant lesquelles, évidemment, elles resteront proposées à titre gracieux. L'utilisation des salles communales engendre des coûts pour notre collectivité, frais de gardiennage, nettoyage des fluides, qu'elle ne peut prendre en charge seule avec les deniers publics. Les tarifs de location et les cautions selon la capacité d'accueil restent inchangés. Les règlements d'utilisation de chaque salle seront ainsi actualisés.

Voici ce qu'il en est pour cette délibération, Monsieur le Maire, chers collègues.

M. le Maire : Parfait. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Monsieur Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Évidemment, pour regretter ce choix et cette proposition, Monsieur le Maire, mais il est un peu emblématique de ce que j'essayais de dénoncer malgré le fait que vous m'avez coupé la parole. Dans une ville, l'existence des partis politiques et des groupes politiques, si elle n'est pas la seule expression de la citoyenneté, fait partie de l'expression de la citoyenneté. Que, pour le coup, on mette en place par exemple une réglementation qui limite le nombre de salles auxquelles les partis politiques peuvent prétendre, cela se discute et se débat. Mais rendre payant systématiquement pour les groupes et partis politiques, c'est affirmer, vouloir que les partis politiques n'aient plus le droit de cité dans notre ville. Là-dessus, c'est ce qui nous amènera à voter contre. Je vais tout de même vous poser, parce que la formule "partis ou groupes politiques" que je peux comprendre, puisqu'aujourd'hui il y a des partis politiques qui refusent l'appellation de partis politiques et qui se définissent comme des groupes politiques. Je veux que les choses soient claires entre nous. Cette dénomination de groupe politique, à mon sens, est pour le respect de la démocratie et de la capacité de chaque groupe de ce Conseil à exprimer dans la ville. J'ose espérer que cela ne concerne pas les groupes qui sont constitués au sein du Conseil municipal, et que ceux-ci pourront, de manière normale, s'adresser aux citoyens sans avoir à louer les salles.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, c'est tous les partis politiques qui sont concernés. Il n'y a pas d'ambiguïté. Vous qui parliez de gauche ou de droite, quelle que soit la sensibilité, il est juste... Monsieur, je vous ai laissé parler. Ici, je respecte la parole de chacun et de chacune. Lorsque quelqu'un parle, je n'interromps pas, j'écoute et je réponds. Si vous pouviez avoir la décence de faire la même chose, ce serait très bien, on gagnerait du temps et cela honorerait la salle.

Si ce n'est pas les utilisateurs des salles qui payent, ce sont les Choisyens et les Choisyennes, et je me mets dedans. Dans de nombreuses villes, en dehors des périodes électorales, puisque je rappelle que la règle, c'est que pendant les périodes électorales, nous mettons à disposition gratuitement les salles pour que la pluralité et la démocratie s'expriment, mais en dehors des périodes électorales, nous travaillons, et j'invite tout le monde à le faire. Ce n'est pas une première, et les faibles coûts demandés... De plus, nous avons fait cela avant la crise énergétique. Lorsqu'on voit ce que peut coûter de chauffer une salle, puis le ménage et autre, le gardiennage, je suis désolé, les partis politiques, ils ont de l'argent. Donc ils sont là. Cet argent qui est donné par l'État... Ils n'ont pas d'argent, les partis politiques ? Ils ont de l'argent qui est donné par l'État pour qu'ils puissent s'exprimer, etc., faire face à leurs dépenses. Louer une salle est une dépense, et cela rentre dans les subventions que l'État leur donne.

Moi, il me semble tout à fait juste que les partis politiques, comme les syndicats qui, eux, payent une location de salle lorsqu'ils font leur assemblée, il est tout à fait juste que les partis ne soient pas au-dessus du citoyen, des associations ou d'autres personnes, et qu'ils payent aussi leur part au fonctionnement et à l'entretien de ces salles lorsqu'ils les utilisent, encore une fois en dehors des périodes électorales, où là, la gratuité s'applique à tout le monde.

Je ne vais pas vous parler des excès que nous avons dû subir ces derniers temps, où certains osaient demander des salles pratiquement trois fois par semaine. Je vous signale qu'un bureau est mis à votre disposition pour travailler avec un ordinateur, un photocopieur. La ville met à votre disposition un téléphone, un ordinateur, un bureau pour que vous puissiez travailler, comme à l'ensemble des groupes qui sont ici.

Y a-t-il d'autres remarques ? Bien. Les votes contre ? 5 votes contre, merci. Abstentions ? Non. Bien, c'est voté à la majorité. Merci.

Vote de la délibération n°3

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°3 est adoptée à la majorité

URBANISME

→ 4. Approbation du CRACL de la ZAC du Port pour l'année 2021

M. le Maire : Nous avons à approuver le CRACL de la ZAC du Port pour l'année 2021, je donne la parole à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, permettez-moi de faire une toute petite digression, Monsieur le Maire, sous votre autorisation, pour avoir une pensée, je pense qu'on sera tous d'accord, pour Madame Nathalie Nabot, agent de service accueil, qui nous a quittés récemment. Une pensée affectueuse pour sa famille, compassion pour sa famille, et des remerciements là où elle est pour tout le service rendu aux populations. On pense à elle et on pense à sa famille.

Pour revenir à l'ordre du jour, l'approbation du CRACL, pour les gens qui nous écoutent, le CRACL, il faut l'entendre comme une sorte de compte rendu que les aménageurs, en

l'occurrence, rendent à la collectivité territoriale une sorte de bilan pour rendre compte de ce qu'ils ont fait.

Concernant le CRACL de la ZAC du Port, ce qu'il faut surtout retenir dans la délibération, les faits marquants, c'est que cela concerne notamment l'instruction de trois permis, toujours les mêmes, trois permis déposés par la BIN BNP Paribas concernant les lots B1, B2, et le modulaire. Voilà ce qu'il faut retenir comme information.

Ce qu'il faut aussi retenir comme information, c'est que l'instruction par l'État, je dis bien par l'État, parce que c'est l'État qui est enrôlé en zone OINE, opération d'international. Pour le coup, l'instructeur, ce n'est pas la ville, c'est l'État. Donc l'instruction est terminée, mais pour autant, on attend toujours le retour, la délivrance de cette autorisation, puisque la préfète bloque, ils nous bloquent sur un grand projet, je peux dire même sur des recettes assez importantes que l'on attendait. Voilà ce qu'il faut retenir.

Ce qu'il faut aussi retenir, et l'on espère que la situation sera débloquée, c'est qu'après la réponse de Madame la Préfète, il y aura, en termes de projections qui sont déjà un peu en cours, une mise à jour des études réglementaires de la ZAC, d'acter également le programme et le bilan financier de la concession d'aménagement, de permettre également la création d'un nouvel équipement, puis de finaliser la reprogrammation du dernier lot B avec ICADE. Je dis bien la création d'un nouvel équipement, mais aussi, c'est important, la réintervention de la Sadev 94 sur une partie des espaces publics livrés depuis 2018 qui connaissent aujourd'hui une certaine dégradation, et c'est prévu que la Sadev revienne dans le quartier du Port pour réaménager ces espaces qui sont dégradés. Tout cela, il faut bien l'entendre, chers collègues, messieurs-dames, les Choisyennes, les Choisyens qui nous écoutent, sous réserve de la réponse de la préfète parce que pour l'instant, on est encore bloqué sur cette histoire.

Voilà ce que je peux vous dire en plus de la délibération que vous avez déjà à votre disposition.

Donc il est demandé au Conseil municipal, en concordance avec le Conseil territorial, c'est-à-dire l'EPT, je parle de l'EPT, parce que c'est une compétence aménagement et urbanisme surtout l'aménagement est compétence territoriale, de donner un avis favorable au CRACL 2021 de la ZAC du Port.

M. le Maire : Bien, merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient. Je voudrais demander les modifications qui ont été apportées au projet initial.

Deuxièmement, lors de nos précédents travaux, en tout cas pour ce qui est de l'opposition, nous avons fait la proposition de la tenue soit d'un Conseil municipal spécialement dédié à ce sujet, soit d'une réunion publique. Où en est-on ? Devons-nous attendre Godot ?

M. le Maire : Alors, Monsieur Essonne Mengue, le public a été consulté, tout le monde a été consulté. Cependant, maintenant que le projet est dans sa phase finale, une enquête publique, vous pourrez vous exprimer, mais ce projet a été fait en concertation avec la population. Lorsque nous sommes arrivés, nous avons amendé des points qui posaient des problèmes, parce que le projet, il n'y avait plus d'équilibre financier, il devenait presque irréalisable. Donc nous avons fait des modifications.

En ce moment, nous avons déjà aussi dû trouver des investisseurs. Lorsque nous sommes arrivés, il n'y en avait plus. Donc nous avons refait un projet, amendé le projet pour qu'il puisse attirer les investisseurs en respectant 70 % de ce qu'il y avait, ce qui a été le cas.

Donc nous avons présenté cela au préfet, à la préfète, plutôt, qui doit rendre son avis avec diverses agences de l'environnement et autres, etc. Nous attendons cet avis pour relancer l'enquête publique où, là, vous pourrez vous exprimer sur l'enquête publique. Nous en sommes là pour l'instant.

Il y a d'autres interventions ? Non. Très bien. Y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Bien, il est donc voté, merci.

Vote de la délibération n°4

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité

→ 5. Approbation de la majoration de la part communale de la taxe d'aménagement sur les zones UA, UC et UR

M. le Maire : Le point suivant, la parole est à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, chers collègues. C'est la troisième fois que je reviens vers vous sur le même sujet, vous allez croire ou penser que je vous fais une blague, mais il s'agit toujours de la même taxe d'aménagement, mais là, je reviens avec une mise à jour formelle.

Sur le fond, il n'y a rien qui change depuis ce que nous avons voté depuis quelques mois, je n'ai pas la date ici, mais depuis février dernier. Tout simplement, ce sur quoi porte la délibération, c'est une compilation des trois délibérations. En gros, le fond reste le même, à savoir que notre taxe d'aménagement ne peut pas dépasser les 20 %, et elle est toujours à 20 % sur tous les secteurs de la ville à l'exception de lieux, c'est-à-dire les zones économiques où le taux est de 5 %.

Voilà, c'est tout simplement une mise à jour, une approbation de forme que je vous invite à voter. Merci.

M. le Maire : Pour rappel, lors de la précédente présentation, c'est parce qu'il y avait eu une formulation qu'on devait modifier sans que cela n'ait aucune action sur le fond. C'est une rédaction sur une ligne qu'il fallait modifier, donc nous l'avons fait. Ensuite, on nous a demandé, comme l'a expliqué Monsieur Id Elouali, de fondre ces deux délibérations en une seule. Cette délibération n'est rien d'autre que la reformulation des deux autres précédentes

délibérations, ce qui n'en fera plus qu'une à consulter. Y a-t-il des interventions ? Madame Fourniaud.

Mme Fourniaud : En fait, il y a quand même une augmentation.

M. le Maire : Non, Madame Fourniaud.

Mme Fourniaud : Le titre l'indique, il y a une augmentation, puisque la commune... Pardon.

M. le Maire : Madame Fourniaud, j'ai compris. Vous n'étiez pas là lors des précédentes délibérations. L'augmentation de la taxe d'aménagement, oui, est formulée sur la première délibération, c'est pour cela que sur le fond, on la retrouve ici, cela ne change rien. Nous avons passé une deuxième délibération parce qu'il fallait changer une ligne. D'aménagement, excuse-moi, Ali, tu as raison. Il fallait changer une formulation, une ligne, c'est tout. On nous a demandé, quand je dis « on », c'est la préfecture, de mettre tout cela sur une seule déclaration, les deux précédentes où figurait l'augmentation. Mais là, il n'y a pas d'augmentation nouvelle, c'est uniquement la reprise de la première délibération.

Mme Fourniaud : Mais on était déjà contre l'augmentation, il me semble, même si effectivement, je n'étais pas...

M. le Maire : Attendez, Madame, je donne la parole à Monsieur Id Elouali, mais vous avez tout à fait le droit d'être contre.

M. Id Elouali : Très bien. Oui, en effet, merci, Monsieur, il y a eu une majoration, mais j'ai oublié l'essentiel. J'ai oublié de dire que la taxe d'aménagement est destinée à la réalisation d'équipements municipaux, donc à des services de proximité auxquels nous tenons tous. Il est important quand même qu'avec le développement de la ville que les équipements municipaux de qualité soient présents. Je m'étonne de votre position à la majoration, mais cela vous regarde. Mais tout simplement, pour expliquer quand même aux gens qui nous regardent pourquoi on augmente, on n'augmente pas parce qu'on a envie d'augmenter, on augmente pour leur rendre un meilleur service. Voilà.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Non. Des votes contre ? 5. Abstentions ? Non, très bien. C'est voté, donc, à la majorité. Merci.

Vote de la délibération n°5

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°5 est adoptée à la majorité

→ 6. Acquisition de l'usufruit à l'EPFIF de lots de la Galerie Rouget de Lisle dans le cadre de la convention d'intervention foncière

M. le Maire : Je crois que la parole reste à Monsieur Ali Id Elouali. Non ? C'est un classique.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire. Juste une observation qui me revient comme cela, qui m'avait échappée, concernant le quartier du Port et l'observation de Monsieur notre collègue, Terence, au sujet de la concertation. Je rappelle tout simplement qu'il y a eu un BM en novembre 2021 pour présenter les évolutions du quartier, BM auquel les membres de l'opposition étaient invités. On n'avait pas grand monde, voire personne. Je ferme la parenthèse et je reviens à l'ordre du jour.

L'ordre du jour dit la chose suivante, l'acquisition de l'usufruit à l'EPFIF de lots de la galerie Rouget de Lisle dans le cadre de la convention d'intervention foncière, une délibération assez technique que je vais essayer de résumer de la façon suivante.

À ce jour, nous avons des locaux commerciaux de la galerie Rouget de Lisle qui sont anciennement portés par le SAF 94 et qui ont fait l'objet d'une mutation via une convention de portage foncier vers l'EPFIF en 2014. Jusqu'ici, tout va bien. Ces locaux sont gérés par la ville de Choisy, on récupère donc les loyers, mais on paye les charges, la taxe foncière, et on conserve une maîtrise sur la qualité commerciale tout en assurant la gestion locative de ces biens. L'EPFIF reste nu-propiétaire, néanmoins. Ces locaux sont complémentaires des locaux qui sont déjà propriété de la ville sur la dalle.

Je rappelle, et c'est dans la délibération, que le volume des recettes des locaux EPFIF s'élève chaque année à environ 77 000 euros taxes et hors charges. Les charges et taxes sont répercutées également sur le locataire, donc la prorogation, car finalement, il s'agit de cela, une prorogation de la convention sur deux ans, est fixée à 60 000 euros, soit 30 000 euros par an. Afin de conserver la gestion de ces biens, la commune doit donc signer avec l'EPFIF un acte qui prolonge la jouissance de l'usufruit jusqu'au 31 décembre 2024. C'est un procédé qui fait à la fois patienter l'EPFIF et qui fait aussi mûrir chez nous des projets qui sont déjà en réflexion, en études, et comme on dit familièrement, un peu déjà dans les tuyaux.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations sur ce point ? Monsieur Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Une observation, c'est qu'il est difficile d'avoir l'explication qu'il s'agit d'une prorogation quand l'intitulé de ladite opération est « acquisition ». On ne parle pas de la même chose, Monsieur Id Elouali, vous en conviendrez.

M. le Maire : Non, c'est « acquisition par la ville d'usufruit », c'est bien ce dont il s'agit. Nous devons...

M. Guillaud-Bataille : Alors il y a un problème dans l'intervention de Monsieur Id Elouali qui a parlé de prorogation.

M. le Maire : Bon, si vous voulez jouer...

M. Guillaud-Bataille : Il faut vous mettre d'accord, mais il y en a un des deux... Cela ne marche pas.

M. le Maire : C'est l'acquisition par la ville. Pour pouvoir continuer, il faut pouvoir proroger avec l'EPFIF. Bon.

M. Id Elouali : Monsieur Fabien Guillaud-Bataille, j'entends bien. On se comprend, la visée, c'est l'acquisition, mais le procédé, c'est de prolonger, c'est tout. La visée, c'est toujours l'acquisition.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, si vous permettez.

M. le Maire : Allez-y, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, avant d'en venir à ce point précis, et pour les Choisyennes et les Choisyens qui nous écoutent, sur l'intervention précédente, Monsieur Id Elouali nous a dit que la taxe qui était augmentée venait, bien sûr, financer les services publics locaux. C'est quand même le principe de toutes les taxes locales, ou alors, j'ai raté un épisode, celle-là autant que la plupart des taxes qui sont mises en place par la ville, donc ne donnons pas l'impression que celle-ci jouerait un rôle particulier. Elle participe effectivement du financement des services publics locaux. Simplement, et là, vous verrez que je ne suis pas si mauvais bougre que vous le pensez, je veux féliciter pour cette recette maligne nouvelle qui permet de maintenir une recette de la ville, parce que c'est un montage qui me semble effectivement intéressant. J'imagine que vous n'oublierez pas d'envoyer une boîte de chocolat à Madame Péresse pour ce geste.

M. le Maire : Attendez, je n'ai pas compris votre intervention, Monsieur Guillaud-Bataille. Je ne vois pas ce que Madame Péresse fait là-dedans. Je n'ai pas compris du tout le sens de votre intervention. Vous avez mélangé le point précédent avec ce point-là, vous avez employé le terme « maligne ». Je suis désolé, il n'y a rien de malin ni de maligne. C'est simplement la loi qui autorise, cela s'appelle un portage foncier. C'est quelque chose qui a été utilisé par l'ancienne mandature, comme l'a rappelé Monsieur Ali Id Elouali, depuis 2014. C'est un moyen que donne le législateur aux communes qui ne peuvent acquérir des biens à leur prix parce que le but, ce ne sont pas tant les recettes.

Les recettes, cela nous aide, le but, c'est d'essayer de transformer la galerie et la dalle, ce que la précédente mandature n'a pas pu faire pendant 14 ans, parce que le portage foncier est limité à 10, 12 ou 15 ans. Quand il arrive à terme, il faut soit le proroger, soit racheter les biens à l'EPFIF. Vous pouvez nous rendre grâce, on a épargné cette dépense à la commune. Nous avons négocié pour ne pas avoir racheté ces biens, parce qu'au bout d'un certain temps, il y a soit obligation de réaliser quelque chose, soit obligation de racheter les biens. Nous avons donc réussi à faire proroger, parce qu'en ce moment, la commune a bien d'autres choses à faire. Nous n'aurions pas pu racheter les biens en question.

Que vient faire Madame Péresse là-dedans ? Alors là, je ne comprends rien du tout.

M. Guillaud-Bataille : Excusez-moi, Monsieur le Maire, par « maligne », j'entendais simplement « intelligente ».

M. le Maire : C'est plus approprié.

M. Guillaud-Bataille : Excusez-moi pour avoir employé un terme qui prêtait à confusion, je voulais dire « maline » au sens de « c'est bien fait et bien joué ». Vraiment, n'y voyez aucune malignité de ma part. Quant aux chocolats de Madame Péresse, c'est juste une plaisanterie du fait que l'EPFIF dépend directement de la Région Île-de-France. Il n'y a pas à y voir autre chose. J'essayais juste de détendre un peu l'ambiance.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Vote de la délibération n°6

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité

→ 7. Institution d'un règlement municipal de changement d'usage des locaux d'habitation et attribution d'un numéro d'enregistrement pour les locations de courte durée

M. le Maire : Le point suivant, je vais donner la parole à Monsieur Druart. Monsieur Druart, vous avez la parole.

M. Druart : Merci, Monsieur le Maire. Nous sommes au point 7. Pour rappeler le contexte, la proximité de Paris et l'offre importante de transport en commun sur la commune génèrent depuis quelques années des locations de courte durée de chambres ou de logements. Il devient nécessaire, évidemment, d'encadrer ce type d'activité. Pour ce faire, face à l'essor des locations saisonnières entre particuliers, et permettre entre autres aux communes d'exercer un meilleur contrôle de ces pratiques locatives, la loi Alur du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové définit la location de tourisme comme des changements d'usage. Le Code de la construction et de l'habitat dans les articles L631-7 et L631-10 prévoit que le fait de louer un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage est soumis à une autorisation préalable et soumise à une autorisation préalable qui est obligatoire de changement d'usage.

Vous pouvez voir dans le règlement qui se trouve en annexe, qui se décompose en six parties, les principes généraux applicables aux changements d'usage, le changement d'usage des locaux d'habitation en meublés de tourisme, des usages mixtes de locaux d'habitation, les autres changements d'usage des locaux d'habitation, les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage, et bien évidemment les sanctions.

La compétence PLU, je vous le rappelle, a été transférée à l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, et donc une délibération du même type sera présentée au prochain Conseil de territoire. Cette délibération présentée ce soir à la suite du vote de la fameuse taxe de séjour, le vote était en

juin 2022, je ne me rappelle plus la date exacte. Je vous demande d'approuver cette délibération, merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Druart. Y a-t-il des observations ? Madame Desprès.

Mme Desprès : Si sur l'ensemble du règlement, rien ne me choque a priori, je pense qu'il eut été judicieux d'abord de constater le nombre, je suppose que c'est plutôt les Airbnb sur lesquels on envisage de comptabiliser les choses. Il me semble que c'était plus judicieux de comptabiliser d'abord le nombre de locations avant de mettre le règlement en place. Sur le fond, on ne conteste pas les choses, mais je pense que vous avez mis un tout petit peu, si je peux me permettre de le dire, la charrue avant les bœufs. C'est pour cela que sur cette délibération, nous nous abstiendrons.

M. le Maire : Madame Desprès, non. Je suis en désaccord. C'est parce qu'il est justement très difficile, voire impossible, de faire ce comptage que nous en passons par ce règlement. C'est ce règlement qui va nous permettre d'avoir une vue exacte sur la commune. Non, on ne met pas la charrue avant les bœufs, on se donne justement les moyens, et c'est pour cela que la loi Alur a été faite, de pouvoir contrôler et savoir exactement ce qu'il se passe sur notre commune. Sinon, comment voulez-vous ? C'est extrêmement difficile de répertorier. Si vous ne prenez que les Airbnb, c'est extrêmement difficile. À partir du moment où ils doivent se déclarer, on va pouvoir comptabiliser.

Mme Desprès : Justement... Si vous me permettez, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Oui, allez-y.

Mme Desprès : Airbnb, les gens se déclarent. C'est extrêmement facile de savoir le nombre de locations qu'il y a.

M. le Maire : Ceux qui faisaient du logement normal, qui ne se déclarent pas et qui font un usage répété... Et on ne le sait pas. Il va y avoir aussi des contrôles, tout cela. Je vous assure qu'aujourd'hui, il n'y a aucune commune qui a la capacité de savoir exactement sur son territoire le nombre. Mais bon... On peut être en désaccord là-dessus, ce n'est pas un souci, mais je pense que cela va dans le bon sens, cette délibération, quand d'autres villes et d'autres départements l'ont approuvé, mais je comprends ce que vous voulez nous dire.

Y a-t-il d'autres observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Pour expliquer nos interrogations qui vont nous amener à nous abstenir, en plus évidemment de celles qu'a pointées Madame Desprès, ces interrogations, elles sont doubles.

D'abord, mais là, on n'y peut rien, je sais que c'est la loi et que c'est un combat qui se mène au-delà de Choisy-le-Roi. Pour autant, 120 jours, c'est-à-dire trois mois, quand on voit le prix aujourd'hui d'une location à la semaine d'un Airbnb en été sur la région parisienne, dans une ville comme la nôtre qui est à 15-20 minutes de Notre-Dame avec le RER, on peut se retrouver dans des situations où un propriétaire se fera plus d'argent en louant pendant 120 jours et aura moins de problèmes de gestion locative en louant 120 jours qu'en louant à des Choisyennes et des Choisyens qui cherchent un logement. J'entends bien que c'est à cela que l'on veut concourir et que l'on met le plafond de la loi, mais dont on sait qu'il est particulièrement insuffisant aujourd'hui vu le marché Airbnb et tous les autres. Cela, c'est la première chose, mais évidemment, cela ne ressort pas de Choisy-le-Roi.

En revanche, il y a un élément qui nous trouble, et peut-être qu'il faut que nous discussions pour la prochaine délibération, c'est de fixer à 50 % d'un bâtiment, d'un immeuble, le nombre

possible d'attributions Airbnb. C'est dans la délibération. 50 %, cela nous paraît quand même énorme comme plafond, parce qu'on pourrait imaginer qu'il y ait la moitié d'un immeuble qui soit mis à 120 jours et qui soit vide le reste de l'année. Évidemment, je caricature les choses, comprenez-moi bien, c'est pour que tout le monde comprenne notre interrogation et notre inquiétude. Peut-être que ce plafond mérite une discussion, et peut-être un approfondissement. En tout cas, c'est notre sentiment premier, mais il faut en parler, un abaissement de ce plafond pour les raisons de spéculation immobilière que j'ai indiquées, d'autant que ces spéculations immobilières, à terme, peuvent créer un enchérissement du foncier et un enchérissement des valeurs locatives, et donc mécaniquement, une augmentation des valeurs locatives.

Pour les finances de la commune, cela fera augmenter effectivement le prix de la taxe foncière d'une manière mécanique, mais pour les Choisyens qui habitent à Choisy et qui payent la taxe foncière, cela va être la double peine. Donc là, il y a une question, je crois, de prise en compte de tous ces mécanismes de spéculation qui ne sont pas de notre fait, qui sont de l'évolution aujourd'hui du marché de la location avec l'arrivée des plateformes. Peut-être qu'il y a besoin de creuser encore un peu et de regarder les plafonds avec plus d'attention.

M. le Maire : Oui. Monsieur Druart va vous répondre.

M. Druart : Je veux rajouter un petit point par rapport aux copropriétés, car c'est de cela dont on parle. Dans une copropriété, il y a un règlement de copropriété. On peut exclure, j'ai entendu, la location de ce type, c'est le cas dans quelques-unes de copropriétés que je connais. Donc il y a aussi une maîtrise du syndic de copropriété, du Conseil syndical et plus largement des copropriétaires. Merci.

M. le Maire : Tout à fait. Y a-t-il d'autres observations ? On peut passer au vote. Des votes contre ? Abstentions ? 5 abstentions, d'accord. Très bien, donc c'est voté à la majorité.

Vote de la délibération n°7

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°7 est adoptée à la majorité

→ 8. Approbation de la modification 6 du Plan Local d'Urbanisme

M. le Maire : Nous arrivons au point n°8. Je redonne la parole à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, chers collègues, voici une délibération dont je suis particulièrement fier qu'on la porte au nom de notre majorité, et j'espère en notre nom à tous. Il s'agit bien sûr d'un enjeu climatique, d'un enjeu, et je pèse mes mots, je dirais de vie.

La modification n°6 de notre PLU, plan local d'urbanisme, vise justement ce qui nous tombe à tous dessus en ce moment, c'est-à-dire la nécessité de construire une ville résiliente, la nécessité d'anticiper ce qui est déjà présent et qui, malheureusement, ne cessera de s'amplifier, à savoir l'urgence climatique.

Quelques éléments de contextes par rapport à cette modification. Elle a été lancée le 19 mai 2021 par arrêté également du président de l'EPT le 8 juin. Je rappelle, comme je l'ai dit tout à l'heure, qu'en matière d'urbanisme, c'est l'EPT qui a la compétence, c'est comme cela que ça se passe.

La modification 6 traduit les orientations de la municipalité afin de créer une ville résiliente, c'est ce que je viens de dire, pour répondre et anticiper les enjeux écologiques et environnementaux qui, de fait, de facto sont aussi sociaux, et visent, ou plutôt portent sur un certain nombre de thématiques au nombre de 7.

La première, c'est l'introduction de la notion de pleine terre qui n'existe pas actuellement dans le PLU. Pour information, cette notion, le ratio était fixé à 30 % partout dans la ville à l'exception des zones économiques, du secteur économique où elle est à 20 %. L'introduction d'outils réglementaires qui permettent d'imposer de nouvelles plantations, c'est-à-dire que désormais, quand on a des promoteurs, on a des outils qui les obligent à conserver des arbres, à préserver des massifs, à préserver l'existant végétal.

La modification vise également la sanctuarisation des cœurs d'îlots paysagers existants ainsi que des terrains urbains cultivés qui sont à protéger. Il s'agit entre autres, ce que l'on avait identifié par exemple, c'était le secteur pavillonnaire qui est en soi un îlot de fraîcheur. On a identifié un certain nombre de zonages qu'il faudrait protéger. Quand on parle de sanctuariser les terrains urbains cultivés, je fais allusion aux jardins familiaux, à la parcelle qui jouxte à cheval sur les deux villes. On vise également, à travers ce PLU, cette modification, plutôt la création d'une annexe végétale qui sera intégrée au lexique du règlement PLU. C'est-à-dire que le promoteur, il y a un inventaire des essences locales qui fait qu'il devrait les respecter.

La création d'un inventaire des arbres remarquables et alignement d'arbres protégés, cela fait partie entre autres de la mission que l'on a confiée à une entreprise, en tout cas un prestataire, pour identifier un certain nombre d'arbres remarquables sur la ville et d'alignements d'arbres. C'est quelque chose que j'ai appris, on peut aussi protéger, pas simplement un arbre, mais un alignement d'arbres qui pourrait avoir un caractère dit remarquable par sa taille, remarquable par un certain nombre de structurations, de sa qualité paysagère, etc.

Création d'une loi Paix, nature en ville qui porte sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, des continuités écologiques. L'introduction d'un nouvel article dans le règlement relatif aux obligations en matière de performance énergétique, en matière de gestion des eaux pluviales, en matière de collecte des déchets, en matière de matériaux ou encore en matière également d'acoustique des bâtiments. Voici, si je peux dire, globalement les objectifs que visent la modification 6 du PLU.

Modification, je le rappelle également pour celles et ceux qui tiennent aussi à la concertation, à la participation citoyenne, qui est tout aussi importante que ce que font nos services, modification qui a fait l'objet, justement, d'une concertation assez large dans un contexte qui n'était pas toujours facile, contexte post-Covid, très post-Covid. Malgré cela, on a fait quand même en sorte que les gens puissent s'exprimer, s'approprier ces questions-là. Je vous

rappelle qu'il y a eu une concertation lors des Conviviales en 2020, 2021, plutôt, et une concertation également, je ne parle même pas de l'enquête publique, je parle de la concertation.

Tout cela m'amène à proposer, Monsieur le Maire, chers collègues, de tirer un bilan favorable de la concertation qui, au vu des contributions formulées, je m'arrête deux secondes, peut-être qu'il y a des gens qui ont fait, des citoyens qui nous ont fait parvenir leurs contributions, nous en avons bien pris compte. Il y en a certaines que l'on a intégrées, mais d'autres, pour la grande majorité, vont figurer dans un autre outil qui, lui, n'est pas réglementaire, c'est notre charte de la construction. Il y a beaucoup d'observations, de préconisations plutôt bien inspirées qui vont figurer dans le deuxième outil. J'aurai plaisir de vous le présenter, à savoir notre charte du bâti.

Pour revenir à l'ordre du jour, il est donc demandé au Conseil municipal de tirer un bilan favorable de la concertation qui, au vu des contributions formulées, s'inscrit pleinement dans les ambitions fixées, et d'approuver la modification du PLU telle qu'elle est annexée à la présente. Merci pour votre écoute.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des observations ? Monsieur GUILLAUD-BATAILLE.

M. Guillaud-Bataille : Oui, d'abord pour dire que nous partageons la majorité des recommandations et des orientations qui nous sont proposées dans cette modification du plan local d'urbanisme, évidemment, à l'inscription de la question pleine terre, la question de la déplantation, etc. Peut-être, et cela mériterait certainement un débat, mais peut-être que nous l'aurons au moment de la prochaine délibération que vous nous annoncez, Monsieur le Premier Adjoint, avons-nous besoin, et cela ne concerne pas que Choisy-le-Roi, d'une réflexion sur ce qu'il est en train de se passer dans le monde, bien évidemment, en Île-de-France en particulier et de fait à Choisy-le-Roi.

Chacun a pu voir des arbres commencer à perdre leurs feuilles la dernière semaine d'août. Chacun a pu le voir, certains à cause de la sécheresse, d'autres parce que le redoux subi a déclenché l'automne pour ces essences-là. Chacun, évidemment, a subi la canicule de cet été dans notre ville comme dans tout le pays. Tout cela doit, je crois, nous amener à prendre une conscience collective de ce qu'il s'y passe, mais aussi à prendre le taureau par les cornes. C'est un premier pas. Par exemple, sur les essences végétales, je pense que l'on va pouvoir se comprendre. Bien sûr, il y a des arbres remarquables, bien sûr, il y a des essences qu'il faut protéger, mais la modification climatique à l'œuvre aujourd'hui va de facto tuer un certain nombre d'essences qui ne sont plus adaptées objectivement au climat qui va s'installer petit à petit. Et là, nous avons une vraie question. Il y a des entreprises qui existent dans notre région, qui déjà essaient d'acclimater des essences franciliennes à ces extrémités climatiques nouvelles. Tout cela, je crois, mérite un vrai travail que nous serons en tout cas ravis de mener en commun.

C'est le dernier point, mais évidemment, ce n'est pas forcément dans le PLU, c'est dans d'autres choses sur lesquelles nous voulons être vigilants. Vous avez cité le tissu pavillonnaire, on sait que le tissu pavillonnaire de Choisy-le-Roi a été aussi un tissu d'autoconstruction. De facto, bien souvent, des gens viennent, achètent, ont acheté depuis des années des choses, je dirais, en l'état, où la conformité par exemple de la disjonction des eaux pluviales avec les eaux usées n'est pas inscrite dans le bâti de départ. Donc c'est très bien de mettre dans le PLU que maintenant, il va falloir s'y mettre, parce que réglementairement, théoriquement, il faut s'y mettre, mais il faut le mettre dans le PLU effectivement pour avoir un outil.

Cela dit, je pense aussi à des tas de ménages qui, pour acheter ces maisons, bien souvent, s'endettent sur 25, 30 ans, et mettent tout dedans. On les connaît, on en connaît beaucoup, que ce soit de nouveaux Choisyens ou des Choisyens depuis plus longtemps, et où, peut-être, il faudra penser des accompagnements pour cela. De la même manière que des arbres souffrent dans les jardins, j'ai vu que vous envisagiez de pouvoir permettre à certains Choisyennes et Choisyens de disposer d'un nouvel arbre, parce que là encore, on voit des gens qui sont contraints d'abattre des arbres chez eux pour une raison bien simple, c'est qu'ils sont creux à l'intérieur, et qu'à part les regarder tomber chez le voisin ou sur la voie publique, il faut bien agir.

Tout cela, évidemment, dans le PLU, il y a les portes d'entrée, mais il faudra avancer très vite sur des aspects de déclinaison qui rendent effectives les choses et qui nous permettent de regarder vers l'avenir, et un avenir qui arrive malheureusement très vite. Tous les spécialistes aujourd'hui nous disent que cette modification, le plus gros de cette modification climatique, elle est pour 2040. Elle n'est pas pour 2100. Le temps nous est compté.

M. Id Elouali : Écoutez, j'aime bien quand on est en osmose, et j'aime bien quand certains sujets nous mettent d'accord. J'aime bien quand certains sujets mettent l'intérêt général au centre, au-delà de tous les clivages, et c'est très bien. Je suis complètement allié sur ce que vous venez de dire, sur la nécessité d'accompagner. Je pense que, pour avoir vécu encore il y a de cela quelques heures, une expérience où l'on devait malheureusement abattre un arbre, parce que l'arbre était malade, un état phytosanitaire a été posé dans une rue juste à côté, et très vite, les gens sont dans un émoi, ce que je peux comprendre, mais malheureusement, l'émoi, c'est le climat qui l'impose. Ce n'est pas une modification, et puisqu'on est dans un débat sémantique ce soir, Monsieur Fabien Guillaud-Bataille, vous m'avez repris sur un mot, donc je vous reprends sur un autre qui tient sans doute à une conséquence beaucoup plus importante, si vous me permettez, il ne s'agit pas de modification climatique, mais de dérèglement climatique. Il s'agit d'un nouveau désordre climatique mondial. Ce n'est pas juste une modification, je ferme la parenthèse. Vous êtes amateur de précision sémantique, on est deux. Pardon ? Ce n'était rien, en effet.

On accompagne, on va devoir accompagner, je sais qu'on va avoir, bien sûr, des résistances au changement. Les gens, bien sûr, risquent de ne pas vraiment comprendre ce que cela voudrait dire de devoir préserver 30 % de pleine terre. On va devoir être de nouveau dans des tensions, des étau entre des injonctions contradictoires. J'en suis parfaitement conscient, mais je pense qu'on a tous dit que les fins du mois et les fins du monde, c'est pareil. On accompagnera, il faut accompagner, il faut que les gens comprennent aussi qu'on ne peut plus construire avant, il faut qu'ils comprennent que les arbres, il y a de cela 30 ans, 40 ans, ils ne sont malheureusement plus adaptés aujourd'hui au climat. Il doit y avoir de l'accompagnement, il faut qu'on fasse acte également de pédagogie, de communication au sens noble du terme.

C'est très important d'accompagner les changements et de faire en sorte que les représentations puissent précéder le changement de comportement, parce que c'est toujours comme cela que cela se passe. Voilà.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Bien, inutile de dire que je partage tout ce qui vient d'être dit, le contenu de la délibération.

Je voudrais remercier le service urbanisme et notre direction, puisque cela a été un gros travail, ainsi que mon adjoint, Monsieur Ali Id Elouali, c'est un gros travail qui a été fait en concertation, pas toujours facile.

Nous n'en avons toujours, d'ailleurs, pas toujours fini avec la modification du PLUI, puisque c'était la modification n°6. Nous travaillons actuellement à la modification n°7 qui vous sera

bientôt proposée, qui va dans le même sens, bien sûr, que la n°6. Si nous faisons toutes ces modifications, comme de nombreuses autres communes, c'est parce que bientôt, le Territoire, lui qui travaille sur ce que l'on appelle le PLUI, va tenir compte bien sûr des PLU des communes pour, lui aussi, présenter son PLUI, qui est en fait le PLU du Territoire qui s'imposera à nous. Pendant 10 ans, nous ne pourrons plus faire de modifications. Donc ce sont des étapes cruciales extrêmement importantes pour notre commune comme pour celles qui nous entourent.

Donc, je remercie de cette unanimité sur ce projet, je remercie mon adjoint, encore une fois, le service urbanisme ainsi que mes collègues du Conseil qui ont été consultés, qui ont donné leur avis. Je suis ravi qu'au sein de cette majorité, il n'ait pas manqué un avis divers. Nous avons tous été dans le même sens pour effectivement la diversité, le développement durable, et je regrette, moi, effectivement cette canicule qui s'abat, et je dois bien dire malheureusement l'abattage de certains arbres importants dans notre ville qui s'est effectué.

Pour répondre aussi à ce que vous disiez, Monsieur Bataille, bien sûr qu'il est très difficile de faire repousser un arbre en Île-de-France vu la pollution qu'il y règne, mais sur le plan, un petit mot, quand même, et Monsieur Ali Id Elouali pourra peut-être en dire plus, mais sur l'opération 5 000 Arbres sur la ville et 50 000 Arbres du Département, nous avons, la semaine dernière, eu un stand qui a été pris d'assaut par les Choisyennes et les Choisyens. Je crois qu'il y a eu près de 400 inscriptions. Grâce au Département, nous allons offrir un arbre pour pouvoir le planter, mais bien sûr, accompagnés de conseils selon la composition de la terre de leur jardin, avec des conseils d'orientation et autres pour bien sûr y planter l'espèce qui s'adaptera le mieux, parce que nous savons bien que sur 50 000 arbres que nous pourrons planter dans le département, ou 5 000 dans notre ville, certains ne survivront pas. Dans ma rue, cela fait trois fois qu'on remplace un arbre, on n'arrive pas à comprendre pourquoi deux arbres qui, systématiquement... Il va peut-être falloir aller plus profondément dans le sol pour voir ce qu'il se passe, il y a certainement des trucs enfouis. Cela, effectivement, c'est une difficulté supplémentaire. Il ne suffit plus de planter maintenant, il faut vraiment s'armer de toutes les précautions et analyses nécessaires, mais tout cela va dans le bon sens.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non, nous pouvons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Merci pour cette belle unanimité.

Vote de la délibération n°8

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE Térance.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité

CENTRES SOCIAUX

→ 9. Approbation de l'action « tickets-loisirs » mise en place par la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances »

M. le Maire : Le point suivant, c'est à moi. C'est quelque chose d'agréable, l'approbation de l'action « tickets-loisirs » mise en place par la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux sports, et aux vacances ».

Cela fait de nombreuses années que c'est en place, c'est une très bonne chose, cette aide aux citoyens. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? Là aussi, c'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n°9

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité

SPORT

→ 10. Subvention aux associations sportives et aux sportifs de haut niveau pour l'année 2022

M. le Maire : Le point n°10, nous arrivons aux subventions aux associations sportives. Je donne la parole à Monsieur Marques. Peut-être que certains, certaines, ont vu que je suis en train de pianoter, mais je m'en excuse, j'écoute attentivement, mais j'ai quelque chose de très urgent, un petit souci à régler au niveau de la commune. Je dois donner une instruction. Ne m'en voulez pas, mais j'écoute attentivement. Monsieur Marques, vous avez la parole.

M. Marques : Bonsoir à toutes et à tous. La période Covid et la neutralisation de la plupart des compétitions au cours de la saison 2020/2021 a provoqué des difficultés importantes pour de nombreuses associations sportives. Les périodes de confinement ont particulièrement impacté les sports aquatiques et de gymnases. Les clubs ont repris leurs activités à la rentrée 2021

dans l'incertitude. On peut donc se réjouir du bilan sportif et de la dynamique retrouvée au cours de l'exercice 2021/2022 pour la plupart de ces clubs. Les sportifs sont nombreux à avoir repris une licence au cours des derniers mois.

Dans ce contexte, le budget de 407 200 euros consacré aux subventions a été maintenu pour cette année, avec encore une fois des ajustements. Ainsi, 13 clubs enregistrent une augmentation du montant proposé et 12 une diminution. Au total, ce sont 35 associations qui sont soutenues. Les critères objectifs sur lesquels nous nous appuyons sont les suivants :

- Le nombre d'adhérents et les rapports d'activité,
- Le niveau sportif,
- Le bilan financier,
- La masse salariale et le nombre de contrats de travail au sein de l'association,
- Le développement du sport féminin,
- Enfin, les efforts consacrés au sport handicap et au sport adapté.

Cette année, nous avons également proposé le soutien à deux jeunes sportifs de haut niveau.

Dans les documents qui vous sont fournis, vous disposez du détail des montants que je vous propose d'approuver ce soir pour une somme totale de 392 200 euros.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Balias.

M. Balias : On ne peut que se féliciter qu'effectivement on ait pu maintenir un budget pour nos associations de la ville. Effectivement, cela permet à nos enfants d'avoir une pratique variée très intéressante.

En revanche, j'ai une question. Effectivement, vous dites qu'il y a eu 35 associations qui ont eu cette subvention. Est-ce qu'il y a eu des demandes qui n'ont pas pu être honorées ? D'une année sur l'autre, l'année dernière c'était 34, cette année, 35. Est-ce que l'on a dû refuser des subventions ?

Deuxième question, dans les critères, on voit que la participation aux forums a été un peu discriminante. Par exemple, pour l'Office municipal qui passe de 20 000 à 14 000 euros avec en observation peu ou pas d'actions collectives, donc avec les associations, et certaines, effectivement, le fait qu'ils n'aient pas participé au forum, entendons-nous bien, je pense bien que ce sont des actions intéressantes, qu'il faut aussi participer aux actions de la ville, mais à voir le niveau, que ce soit discriminant autant ou pas ? Quand on n'a pas le détail de tout cela, je voudrais avoir votre appréciation, Monsieur l'Adjoint au maire.

M. le Maire : Monsieur Marques ?

M. Marques : Il y a une association en plus, parce que les Eighty-Niners, qui proposent du football américain pour les seniors et pour des adolescents, n'avait pas fait de demande la saison précédente. Cette année, ils ont fait une demande, ils bénéficient donc d'une subvention. Cela explique la différence.

Il n'y a aucune association qui a sollicité une subvention auprès du service des sports qui n'a pas obtenu une subvention. Il y a simplement un cas particulier, l'Union sportive des jeunes de toutes origines qui a sollicité une subvention auprès de deux services. On s'est mis d'accord

au niveau de l'équipe pour qu'ils bénéficient d'une subvention auprès du service vie associative, et de ce fait, pas de subvention au niveau du service des sports. Aucune demande n'a donc été refusée.

Ensuite, quand on parle de critères discriminants, quand on essaie d'utiliser des critères objectifs, tous les critères peuvent à un moment donné devenir discriminants. Tout à l'heure, j'ai parlé du rapport d'activités. Les événements organisés par la ville qui nécessitent des moyens considérables, le Forum des associations sportives en particulier, imposent quand même qu'une association qui prétend offrir un accueil, une pratique à des Choisyennes et des Choisyens avec l'aide de la municipalité, en particulier la mise à disposition gratuite d'installations sportives tout au long de l'année, participe au forum ne serait-ce que pour faire une bonne communication, une bonne présentation de son activité. Cela n'a pas beaucoup joué, cela a un peu joué, mais pas beaucoup. Les associations en question ont présenté entre autres un bilan financier positif sur l'exercice précédent. Comme vous le savez, une subvention publique doit servir à équilibrer un budget et un bilan, un bilan général et un budget d'action spécifique. Il faut éviter qu'une subvention contribue à ce qu'une association dégage un bénéfice trop important.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°10

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité

COMMERCE

→ 11. Rapport d'activité 2021 de la société GERAUD concernant la délégation de Services Publics des marchés forains

M. le Maire : Nous arrivons au point 11. Je donne la parole à Monsieur Sayadi.

M. Sayadi : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, bonsoir. Nous soumettons au Conseil municipal, comme chaque année, le rapport d'activité de la société Géraud. Des éléments manquent à ce rapport tels que le détail des charges exceptionnelles, le détail des finances, le détail des redevances, le détail des dotations aux amortissements, la copie des factures

d'achat et des charges externes. Un courrier demandant des éléments complémentaires a été adressé à la société Géraud. Comme à son habitude, on est dans l'attente de leur réponse. Le bilan financier de l'exercice 2021 fait apparaître un résultat net d'environ 11 600 euros et une perte d'environ 203 000 euros depuis la signature du contrat en 2010. Ils déclarent qu'ils sont en déficit depuis la signature du contrat.

Petite information, comme promis, au Conseil municipal de l'année dernière, je vous avais parlé du tri sélectif des ordures. Nous avons convaincu l'EPT, grâce à mon excellent collègue El Arbi Chirrane, de munir le marché du centre de compacteurs afin de valoriser le tri des déchets. Le but de cette action est de diminuer la surproduction des déchets, améliorer les pratiques environnementales des commerçants, valoriser les cartons et les cagettes, respecter l'environnement et la propreté des alentours du marché, rendre les opérations de nettoyage de la fin du marché plus faciles et moins coûteuses.

Monsieur le Maire, chers collègues, je vous demande de prendre acte de ce rapport d'activité. Merci.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Je ne siége pas évidemment depuis longtemps, puisque je siége depuis ce soir, mais j'ai, depuis un moment, regardé cette question de la société Géraud et des marchés de Choisy-le-Roi. Objectivement, vous le dites, Monsieur l'Adjoint au maire, il manque des éléments, comme d'habitude, et depuis longtemps. Je le dis, en ouvrant le dossier, j'ai été choqué que le cabinet Géraud ait envoyé un rapport papier à la mairie, puisque j'ai bien vu sur les documents qui nous ont été remis que c'étaient des scans de photocopies. En 2022... Quand on brasse les sommes qu'ils brassent, parce qu'ils n'ont pas que Choisy-le-Roi, on n'est pas capable d'envoyer un rapport informatisé ? Et l'entreprise Géraud nous affirme que ce sont des philanthropes qui cumulent les dettes pour s'occuper gentiment des marchés d'Île-de-France, comme vous l'avez dit, c'est-à-dire 200 000 euros perdus, exceptionnellement cette année, ils ont gagné 11 000 euros, les pauvres... Il y a quelque chose qui ne tient pas dans ce rapport. Il y a quelque chose qui ne va pas.

Cela dit, on connaît aussi le problème des marchés forains en Île-de-France, on est dans une situation d'oligarchie monopolistique organisée. S'il y a un procès, il sera pour moi, mais c'est une réalité. Bien des villes sont coincées, puisque quand on fait appel à un autre prestataire ou que l'on veut ouvrir l'appel d'offres, il n'y en a qu'un qui répond. De fait, après, on est embêté, pour changer. Tout cela, ce sont les conditions dans lesquelles vous évoluez, dans lesquelles évoluait la municipalité précédente, et dans lesquelles évoluent la plupart des municipalités d'Île-de-France, c'est une réalité. Je veux dire ici que nous ne chercherons donc pas à avoir de polémique avec la majorité, parce que nous voulons pointer du doigt le fait qu'il y a un problème avec le prestataire, et que c'est là-dessus qu'il faut porter, je crois, nos efforts de manière collective.

Voilà quelques questions que j'aurais certainement posées en commission, je vous prie de m'en excuser, si j'avais eu accès aux commissions, donc je vais juste poser quelques questions à titre d'information, y compris parce que j'entends beaucoup de choses dans les rues de Choisy-le-Roi. C'est mieux que je vous pose ces questions-là pour avoir des réponses plutôt que de laisser continuer les gens en parler, car c'est toujours mieux. Il me semble que le Conseil municipal est le bon espace pour cela.

On me dit qu'il n'y a plus de réunions des commerçants de manière régulière, que le placier s'est mis en position de toute-puissance. Il y a un sentiment de nombreux Choisyens d'une dégradation du marché, alors qu'il y a un sentiment double. C'est mieux dedans, c'est mieux dans le marché couvert, les allées sont plus grandes, il y a des sacs en papier, mais

l'impression que l'extérieur se dégrade encore. Je le dis, je ne fais que dire les choses que j'entends dans la ville.

Et aussi, une vraie question, et c'est noté dans le rapport Géraud, là-dessus, il faut qu'il y ait une discussion, ou en tout cas des informations de la municipalité pour ses choix. On nous dit qu'aux Navigateurs, c'est extrêmement difficile, qu'on ne trouve pas son public, comme c'est écrit. On nous dit qu'aux Gondoles, c'est très difficile. On nous dit que le marché du mardi s'installe à 14 h 00, je dois passer régulièrement à 11 h 00/11 h 30, cela s'installe un peu, déjà, le marché du vendredi, pardon, sur la place Jean-Jaurès.

Ce sont des questions que j'entends dans la rue, je préfère les poser ici pour que l'on ait des réponses, pour que l'on puisse en parler, plutôt que de laisser les choses se dire, étant entendu que c'est un souci qui est commun à tous les Choisyens et à toutes les Choisyennes.

M. le Maire : Merci, Monsieur Bataille. Monsieur Sayadi va vous répondre. Monsieur Balias, juste si vous pouviez éteindre le micro, on vous entend. Monsieur Sayadi, vous avez la parole.

M. Sayadi : Nous sommes d'accord que rien ne va avec la société Géraud. Cela, c'est dans toutes les villes, comme vous l'avez bien résumé. À Choisy-le-Roi aussi, cela les a beaucoup laissé faire, cela les a laissé travailler comme ils voulaient. Là, on est d'accord.

Pour répondre aux réunions, il y a des commissions qui passent tous les deux mois environ avec les commerçants, la police nationale, le délégataire.

Aux Navigateurs, vous m'avez dit, si j'ai bien entendu, qu'il faisait froid ? Je n'ai pas entendu. D'accord, donc vous parlez de la redynamisation de ce marché. Nous avons trouvé une piste pour redynamiser ce marché, mais on est encore bloqué par le contrat Géraud, tout simplement. On va essayer quand même de trouver des solutions avec Géraud, puisqu'on est obligé. On va essayer de négocier à l'amiable avec eux pour justement redynamiser ce marché.

Pour le marché du vendredi, Jaurès, est-ce que vous pouvez me répéter la question ? Comme cela, je réponds précisément.

M. Guillaud-Bataille : Je voulais juste dire que théoriquement, le marché est de 14 h 00... Excusez-moi, je n'avais pas retrouvé l'heure de fin, 20 h 00, et qu'assez régulièrement, il y a déjà des commerçants qui sont en place et ouverts avant midi. C'est tout ce que je dis. Il suffit de passer par là en allant prendre le RER pour le constater régulièrement. Il y a une question.

M. Sayadi : Si vous avez pris le RER il y a moins d'un mois, normalement, vous constatez qu'ils commencent à respecter les règles. Vous avez peut-être constaté qu'ils viennent à partir de 13 h 30. Depuis ce mois, on m'a posé des questions sur ce qu'il se passait au marché, s'il était fermé, puisqu'ils respectent désormais les horaires.

Pour parler de Géraud, le problème de Géraud, je suis désolé, mais je pense que c'est le bébé de l'ancienne majorité, qui a été gâté et même pourri gâté. Avec le laisser-aller, le laisser-faire, il n'y a jamais eu de cadre, il n'y a jamais eu de mise en place de règles. Je pense qu'avec ce laisser-aller, les commerçants, même Géraud, ont pris l'ascendant et ont commencé à faire ce qu'ils voulaient. Justement, je suis en train d'effectuer ce travail pour qu'il y ait un cadre. On sent qu'il y en a un, même les commerçants sentent qu'il y a un cadre. Les nouveaux commerçants qui arrivent sentent qu'il y a un cadre et qu'ils doivent se plier à ce cadre-là, tout simplement.

M. le Maire : Je voudrais quand même ajouter un mot. D'abord, merci de reconnaître les difficultés de ce marché. Vous dites que l'ancienne municipalité a connu les mêmes

problèmes, je ne voudrais pas paraître cruel, mais c'est à cause de l'ancienne municipalité, et bien avant Monsieur Didier Guillaume, que nous sommes dans ce pétrin. Je voudrais quand même rappeler qu'ici même, en tant que conseiller de l'opposition, je me suis battu bec et ongles contre la prolongation scandaleuse, il faut bien le dire, de la DSP de la société Géraud, puisque c'est l'ancienne municipalité, bien que la ville fût en conflit depuis au moins 30 ans avec la société Géraud, qui a résigné, quand même, une délégation de 18 ans qui, lorsque la Cour des comptes est passée, m'ont dit qu'ils n'ont jamais vu cela. Normalement, une DSP de ce type, c'est 5 ans maximum. 18 ans.

Je ne vais pas refaire l'histoire ici, j'ai personnellement été au tribunal administratif pour dénoncer cela. Il aurait fallu que les gens évincés de ce marché témoignent, mais comme ils m'ont dit, et comme vous l'avez dit, je peux vous rejoindre, ce qu'ils m'ont dit, c'est que s'ils témoignaient, il fallait qu'ils changent de métier, ils ne pouvaient plus travailler dans aucune ville.

Je voulais quand même que ce soit dit, parce que nous avons beaucoup de dossiers de ce type à remonter, et de grosses difficultés. Je peux vous en citer, la zone des Navigateurs, qui, quand même, au niveau NPRU, on est face à des difficultés importantes avec la ZAC des Cosmonautes, parce que des choix ont été faits par l'ancienne municipalité, comme confier à Valophis de s'occuper d'une zone économique, ce n'est pas du tout leur boulot. C'est en aparté de l'affaire de Géraud, mais par rapport à certaines accusations qu'on nous porte, il faut quand même voir ce dont on hérite et les mauvais choix dramatiques qui ont été faits. Mais vous reconnaissez effectivement que la société qui gère cela, et dans diverses villes, on ne peut pas dire qu'ils ont une cote extraordinaire. Je partage par contre votre analyse que vous avez faite sauf sur un point.

Lorsque vous dites que les extérieurs se sont dégradés, non. Depuis que nous sommes maintenant en responsabilités dans cette ville, et je rends hommage à mon adjoint, Monsieur Sayadi, non. Tout ce qui a pu être fait pour améliorer l'extérieur du marché a été fait, il reste sans doute à faire, nous allons essayer. Par exemple, nous avons diminué et réussi à faire diminuer quand même le nombre de marchands, ce qui se traduit, et cela, personne ne peut le nier, les Choisyennes et les Choisyens le reconnaissent pour ceux qui vont dans ce marché, c'est que les allées ont été élargies. Il était strictement impossible de passer avant que Monsieur Sayadi agisse. Donc maintenant, cela a été élargi, nous pouvons passer. Mais est-ce que cela donne satisfaction ? Non. Il y a beaucoup trop de volants sur l'extérieur. Bien sûr, beaucoup trop.

Effectivement, lorsqu'ils nous rabâchent qu'ils perdent de l'argent, c'est rare que le très grand patron des frères Géraud, de cette société, se déplace. Il envoie souvent son directeur régional. Là, il est venu lui-même à Choisy-le-Roi, et je lui ai dit que nous, nous étions prêts à lui enlever ce fardeau de pertes effroyables qu'il a chaque année, puisqu'il dit, prétend, perdre 200 000 euros ou 300 000 euros par an, et que ce n'est pas bénéficiaire. Moi, cela m'attriste beaucoup qu'il ait une telle souffrance... On a donc proposé de résilier à l'amiable cette DSP, mais il ne veut pas. Alors, curieux... Il a un sens de l'économie à l'envers. Il ne faut pas faire des bénéfices, il faut faire des pertes, et plus on en fait, plus... Je ne sais pas.

Donc effectivement, on doit travailler ensemble là-dessus. C'est un gros souci. Je pense qu'il sera impossible d'obtenir un accord amiable avec eux, je pense qu'il faudra en passer par les tribunaux. On ne peut pas laisser perdurer ces situations encore pendant 5, 6 ans.

Nous avons quelques idées pour relancer le marché au quartier des Navigateurs, mais lorsqu'on lui propose, il ne veut pas. Il n'a pas beaucoup d'actions au niveau animation non plus, bien sûr. Nous avons autorisé, parce qu'il y avait une demande aux Gondoles que le marché des Gondoles soit ouvert le dimanche matin, à la satisfaction des habitants des

Gondoles, surtout des personnes âgées pour qui il devenait difficile de traverser le pont, d'aller faire leurs courses, surtout s'ils n'avaient pas de voiture. Il y a quelques marchands, mais suffisamment pour pouvoir faire un marché de qualité. Il y a un boucher, un poissonnier, un fruitier... C'est tranquille. Cela lui fait quand même aussi des recettes supplémentaires, puisque lorsque nous avons donné notre accord pour un marché le dimanche matin aux Gondoles, celui du mardi devait être fermé. À la demande des commerçants, ils ont souhaité conserver le mardi et le dimanche. Cela se traduit, quand même, par un marché supplémentaire. Donc il faudra qu'ils en tiennent compte dans nos discussions.

Mais maintenant, puisque nous sommes tous d'accord sur le constat, nous sommes preneurs de toute idée d'habitants, ou de vous, élus, qui fréquentez ces marchés, notamment aux Navigateurs. Toute idée qui pourrait relancer, je parle des Gondoles et des Navigateurs, il pourrait y avoir beaucoup plus de monde que cela.

Quant au marché du vendredi après-midi, c'est une aberration. Franchement, il n'y a pas de ville qui a pratiquement un marché tous les jours. En plus, il y a toute l'esplanade qui va être à refaire. On se pose des questions, on va faire mesurer la résistance de l'esplanade, puisqu'en dessous, ce sont les parkings, et c'est vide. On sent, quand ils arrivent avec les camions, cela vibre, et là, il va falloir dépenser beaucoup d'argent pour réparer l'esplanade, parce qu'ils cassent les marches, ils cassent tout avec leurs tire-palettes, cela devient vraiment problématique. Ce n'est pas facile. Le marché du dimanche, malgré l'intervention de la police municipale qui a amélioré les choses, il y a quand même l'autre carrefour qui est bloqué, des conditions de circulation extrêmement difficiles.

Point très important aussi, que l'on doit aussi à Monsieur Sayadi, c'est qu'il n'y a plus de plastique. Cela n'a pas été facile. En plus de cela, il y avait des plastiques qui virevoltaient partout, dans tous les marchés. Cela aussi a été supprimé.

Donc nous avons fait tout ce qui pouvait être fait, ce qui était de notre ressort, ainsi que les marchands à la sauvette. Ces pauvres marchands à la sauvette, je ne leur en veux pas, ce sont des personnes qui sont exploitées. Il faut savoir que les marchands à la sauvette, ce sont des organisations mondiales, internationales. Vous retrouvez les mêmes dans toutes les capitales du monde, dans toutes les villes. Les pauvres gens, ils essaient de gagner un euro par-ci, par-là, mais il nous est impossible de les maintenir sur place par rapport à d'autres commerçants qui se plaignent, ou de la population qui se plaint. Nous sommes obligés d'écouter, ce n'est pas possible. Ils ont dû partir.

Tout cela, ce sont quand même des améliorations qui ont été apportées. Il reste énormément à faire, mais pour aller au bout des choses et bien régler ce problème une fois pour toutes, il faudrait que la ville, ce que j'avais préconisé à l'époque, reprenne en régie des marchés forains en direct pour réorganiser, stabiliser et voir plus tard, peut-être, refaire une DSP.

Nous constituons un dossier sur tous les manquements de l'entreprise des frères Géraud qui gère ces marchés, notamment, on n'arrive toujours pas à comprendre comment ils ont pu mettre des volants sur l'avenue Clemenceau, puisqu'au départ, il n'y en avait pas. On essaie de retracer, par rapport au contrat d'affermage, les places. C'est un gros boulot que notre responsable commerce est en train d'effectuer. Donc nous constituons un marché, quand même, pour les mettre face à leurs manquements, avoir quand même du juridique un peu solide. Nous serons, encore une fois, obligés d'en passer par là.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Pour les votes... Il n'y a pas à voter, c'est un rapport qu'on vous soumet. Il n'y a pas de vote. Merci de votre attention.

ENFANCE

→ 12. Fixation des tarifs de location des centres de vacances pour l'année 2023

M. le Maire : Nous arrivons au point n°12. Je donne la parole à Madame Hache.

Mme Hache : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Vous le savez tous, la ville de Choisy-le-Roi dispose de deux centres de vacances, l'un à Morillon, l'autre à Penthièvre. Ces deux centres de vacances accueillent des jeunes et des enfants Choisyens pendant les vacances, mais également des classes de découverte sur le temps scolaire. En dehors de ces temps-là, Morillon et Penthièvre peuvent accueillir des groupes extérieurs. Ce sont donc des prestations payantes.

Il s'agit ce soir d'approuver la fixation des tarifs de location de Penthièvre et de Morillon pour les groupes extérieurs pour l'année 2023. Vous avez les tarifs qui vous sont donnés.

M. le Maire : Merci, Madame Hache. Y a-t-il des observations sur ce point ? Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Tout d'abord, je voudrais saluer le travail qui a été mené par les services dans la mesure où cette fois, nous avons un tableau comparatif qui nous permet de voir l'évolution des tarifs.

Ensuite, Monsieur le Maire, à plusieurs reprises lors de nos travaux, vous vous êtes érigé en défenseur du pouvoir d'achat des Choisyens et des Choisyennes en disant que rien n'augmenterait.

M. le Maire : Je n'ai pas dit cela...

M. Essonne Mengue : Il se trouve que quand on regarde ces tarifs, ils ont augmenté... Si vous voulez bien me laisser terminer, merci. On constate qu'ils ont augmenté. Ils ont augmenté à un moment où, effectivement, la situation est difficile. Elle est difficile pour tout le monde, avec un pouvoir d'achat qui ne cesse de dégringoler, avec les salaires qui stagnent. Pour beaucoup, les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Pour ces raisons, Monsieur le Maire, comme vous pouvez vous en douter, nous voterons contre.

Mme Hache : Monsieur le Maire, vous me permettez de répondre ?

M. le Maire : Oui, Madame Hache, allez-y.

Mme Hache : Monsieur Essonne Mengue, les tarifs, premièrement, ils n'ont pas été augmentés sur les trois ou quatre dernières années. C'est une première augmentation. Ensuite, il s'agit de tarifs de location pour les groupes extérieurs. Ce n'est pas les Choisyens, ce ne sont pas les enfants Choisyens, c'est pour des groupes extérieurs qui viennent louer, bénéficier d'une prestation de location d'un chalet Béchar ou d'une grande maison sur Penthièvre pour pouvoir y passer un séjour plus ou moins long. Donc il s'agit de fixer des tarifs de location pour les groupes extérieurs, et non pas pour les enfants ou les jeunes Choisyens.

M. le Maire : Oui, merci, Madame Hache. C'était exactement cela. Malgré tout, ce sont des tarifs ultras bas qui ne couvrent pas nos frais. La situation devient difficile. Vous pouvez le vérifier par rapport au nombre de centres de vacances qui existaient ne serait ce qu'il y a 20 ans. Il reste à peine 10 % des centres de vacances aujourd'hui par rapport à il y a 20 ans. Vérifiez, regardez les villes qui possèdent encore des centres de vacances. Il y en a très peu. Nous nous battons, contrairement à ce dont on nous avait accusés pendant la campagne, pour

sauvegarder ces centres de vacances, et nous essayons d'attirer des groupes extérieurs à Choisy-le-Roi pour essayer de rentabiliser.

De plus, ces tarifs ultras bas, je ne sais pas vraiment ce qui nous attend, parce qu'avec cette crise énergétique et l'augmentation des fluides terribles qui s'annoncent, est-ce que nous pourrions les tenir ? C'est un gros casse-tête.

Pour les enfants de la ville, certains partent, et c'est une bonne chose, nous y tenons, sans pratiquement rien payer. Donc nous apportons les aides nécessaires aux familles, ainsi que la préfecture dans le plan vacances pour pouvoir permettre au plus grand nombre de partir. Savez-vous ce qui nous est arrivé l'année dernière ? Malgré toutes ces aides, malgré même que certains enfants auraient pu partir gratuitement en plein mois d'août, il y a une semaine que nous n'avons pas pu remplir. C'est triste à constater, qu'elle en est la cause ? Est-ce que c'est la chanson de Pierre Perret qui commence à avoir quelques années, quand même, « *Les jolies colonies de vacances* », qui dénonçait pas mal de choses... Mais il y a quand même une désaffection des parents, et même parmi les parents qui sont dans des situations pas favorables, avec quelques difficultés, pour envoyer leurs enfants en centre de vacances, c'est d'ailleurs ce que l'on appelait les colonies, cela reste des centres de vacances, et cela interpelle. Là, il y a quand même un gap entre les efforts que nous faisons, le coût que cela représente pour les maintenir, et de plus en plus de parents qui ne veulent plus envoyer leurs enfants. Nous étions tous surpris d'avoir une semaine non remplie. Ce n'est pas possible. On était en plein mois d'août, il y avait l'aide de la préfecture pour pratiquement partir pour rien, les fameuses colos apprenantes, mais nous continuons à nous battre pour maintenir. Notre souhait, c'est de garder, bien sûr, nos camps de vacances.

Madame Hache voulait ajouter quelque chose.

Mme Hache : Je voudrais juste compléter, concernant justement la location par les groupes extérieurs. Si on fait un comparatif, parce que l'on cherche à rentabiliser à peu près correctement nos centres de vacances, en 2019, avant Covid, nous avions « gagné » 80 000 euros, et nous sommes sur une année qui va être plutôt sur les 120 000 euros.

Donc, je voudrais saluer l'ensemble du service enfance pour avoir su optimiser au mieux les frais de ces structures que nous avons.

M. le Maire : Merci, Madame Hache. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : C'est une explication de vote. Nous allons nous abstenir sur cette délibération, on va dire de manière préventive. La situation économique et financière que nous allons tous devoir affronter au moment du budget fait que la tentation pourrait être grande pour la majorité d'augmenter un grand nombre des tarifs, et donc je dirais à titre préventif, nous préférons nous abstenir sur cette première augmentation.

M. le Maire : Très bien. D'autres observations ? Non. Il y a des communes voisines, et toutes tendances confondues, eux, ils n'ont pas été tentés. Ils y vont à fond. C'est même la survie des communaux. On en est là et nous travaillons ardemment sur le budget.

Puis oui, j'ai oublié quand même de répondre à Monsieur Essonne Mengue qui dit que j'aurais dit que nous n'augmenterions rien. Non, je n'ai jamais dit cela, Monsieur Essonne Mengue. Vous me retrouvez la déclaration où j'ai dit cela. Non, je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que nous ne renoncerions à aucun service vis-à-vis des Choisyennes et des Choisyens. Ce que j'ai dit, c'est que je n'augmenterai pas la taxe foncière, tout du moins le taux communal. Il n'y a que là-dessus que nous pouvons jouer, et nous le prouvons là encore, l'augmentation par la majorité des communes actuellement sur le taux communal va de 3,5 % à 12 %. Nous sommes là face à une équation difficile à résoudre. Si l'État ne compense pas également aux

communes par un bouclier fiscal cette augmentation terrible des fluides qui nous attend, effectivement, je ne peux pas promettre la stabilité de tous nos tarifs, voire la possibilité de faire un budget à l'équilibre.

Nous sommes en train de vivre une situation plus qu'inédite, je voudrais juste citer Monsieur Laurent Cathala, maire depuis 44 ans de Créteil, qui a déclaré que durant ces 44 ans de mandat, il n'a jamais connu une situation telle qu'aujourd'hui. Donc, espérons que des solutions soient trouvées, espérons que les conflits à nos portes, déjà pour des questions humanitaires s'arrêtent. Quand je vois la situation de l'État où la dette, c'est 114 % du produit intérieur brut. 114 %... Là, on atteint des niveaux... Est-ce qu'il aura la possibilité financière de réagir ? J'espère. Ce n'est pas pour défendre, quel que soit le gouvernement, d'ailleurs je me demande qui a la solution aujourd'hui. Qui a la solution ? Moi, je prends les solutions d'où qu'elles viennent. C'est une situation incroyable. Alors, peut-être qu'ici ou là, il y a sûrement peut-être trop d'intermédiaires dans certains domaines économiques. Il y a peut-être des gens, des profiteurs, il y a comme on dit les superprofits. Là, il y a peut-être, oui, quelque chose à faire, ne serait-ce que sur cette part de profit par rapport à des situations inédites, les raboter pour les redonner à la population. Je suis tout à fait d'accord, mais cela ne suffira pas.

Je reste positif, on ne baisse pas les bras, on va se battre avec votre aide, j'espère, parce que nous aurons sûrement une situation à affronter où nous aurons besoin de toutes et tous. Je le dis très humblement, on nous dit de faire des économies, on est à l'os. Faire des économies sur quoi ? À quoi renoncer ? Mais nous allons sortir un budget, tous les services travaillent tard. Je ne vais pas leur demander de travailler à la bougie, il faudrait qu'ils allument quand même.

Pour information, je maintiens quand même le marché de Noël, je maintiens... Nous maintenons parce que c'est en accord, bien sûr, avec la majorité, nous maintenons le marché de Noël, nous maintenons les illuminations. Pourquoi ? Parce que par rapport à la situation que vivent les Choisyennes, les Choisyens, les Françaises, les Français, on va quand même se donner un moment de respiration, de joie, tout en faisant, bien sûr, pour les illuminations par exemple, les éteindre plutôt, faire des économies. Maintenant, c'est à LED, ce n'est pas tant cela qui coûte, c'est surtout le montage, mais nous allons quand même essayer de maintenir ces moments de joie nécessaires aux familles, aux retrouvailles. En revanche, je ne ferai pas de vœux personnellement. Les vœux du maire, il n'y en aura pas. Je maintiens les vœux aux agents, indispensables, selon moi. Ce sont les pistes que nous avons déjà vues.

Nous allons avoir une réunion sur des pistes d'économies potentielles, voire en commission. Vous pouvez être associés à ces réflexions, bien sûr. Nous sommes de toute façon résolus à affronter cette situation. Là, vraiment, nous avons appliqué une augmentation minimaliste. Il est possible, on va voir ce qu'il va se passer dans les mois qui viennent. Je dirais « je touche du bois », nous avons de la chance, il fait beau. Si cela pouvait durer bien que ce ne soit pas rassurant sur le dérèglement climatique, cela, j'en conviens, mais pour une fois, si ce temps pouvait persister jusqu'au mois de mars, cela nous enlèverait une sacrée épine...

Brouhaha

M. le Maire : Non ? Ah non, mais il peut pleuvoir, je parle de la température. La température, ce serait...

Brouhaha

M. le Maire : Effectivement, rien n'est simple. OK. Si l'on peut procéder au vote ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? 5 abstentions. Non ? Abstention aussi ? D'ici, on ne voit pas toujours. 5 abstentions, très bien. Donc c'est voté à la majorité, merci.

Vote de la délibération n°12

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°12 est adoptée à la majorité

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

→ 13. Approbation des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) - L'itinéraire GR2 de la Vallée de la Seine

M. le Maire : Je vais redonner la parole à Monsieur Id Elouali, nous arriverons au point n°13.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, chers collègues, si vous avez encore un peu de jus, comme on dit, je vous emmène nous promener à l'invitation de notre beau département du Val-de-Marne.

En l'absence de mon collègue Kristian Bolle qui est en charge des mobilités, il me revient donc la charge de présenter cette petite délibération à l'intérêt phare récréatif et aussi sportif, puisqu'il s'agit d'inscrire le GR2 de la vallée de la Seine au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée. Randonneurs, cette délibération s'adresse à vous en particulier.

Ce plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, dit le PDIPR, c'est beaucoup moins poétique, est un document d'inventaire qui recense et identifie les chemins ouverts à la pratique de la randonnée pédestre, VTT ou équestre, vous pouvez faire de la randonnée avec des chevaux en ville, et définit leur cadre réglementaire. Il favorise ainsi la création d'itinéraires touristiques tout en protégeant le patrimoine des chemins ruraux. En général, là où il y a de la ruralité, il vise également à garantir la validité et la pérennité d'un réseau départemental des viabilités piétonnières.

Pour en revenir à notre chère commune, la commune de Choisy-le-Roi est concernée par la modification de l'itinéraire GR2 de la vallée de la Seine. Cet itinéraire présente un grand intérêt pour la pratique de la randonnée et de la promenade, d'où la proposition de l'inscrire dans cet outil départemental. Notre ville souscrit à cette démarche et contribue à l'amélioration des déplacements piétons et des cyclistes, et offre également une opportunité de valoriser le patrimoine naturel, architectural et paysager de la ville.

C'est pourquoi il est demandé au Conseil municipal d'approuver l'inscription de l'itinéraire GR2 de la vallée de la Seine au PDIPR.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des observations ? Non, bien. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n°13

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 14. Modification de la composition de la commission d'Appel d'offres

M. le Maire : Maintenant, nous arrivons à des problèmes d'administration générale. Nous devons procéder, à la suite de divers mouvements qu'il y a eu dans les groupes, à des modifications de commissions que vous avez.

En point 14, modification de la composition de la commission d'appel d'offres. D'ailleurs, une question que je voudrais poser, c'est, si vous en êtes d'accord, est-ce qu'il est possible, il y aura débat, quand même, si vous le souhaitez, mais de les voter en bloc ? On vote un par un ? D'accord. OK. On va procéder ainsi.

Le point 14, y a-t-il des remarques ? On vous les avait fait parvenir, je crois qu'en retour, je n'en ai pas eu. Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, peut-être pour essayer de simplifier nos débats dans la mesure où les propositions que nous avons formulées au nom du groupe d'opposition pour la constitution des commissions ont été entendues sur la commission d'appel d'offres, sur la commission des marchés et des travaux, sur la commission de concession, sur le fait que nous n'avons pas d'opposition, et nous ne l'avons pas manifesté, sur le nombre de commissions municipales, et que nous avons été entendus sur la composition des commissions municipales, j'entends qu'il faille les voter une à une, mais ce que je vous propose, c'est que nous n'ayons pas de débat et que vous appeliez le vote pour gagner du temps.

M. le Maire : C'est ce que j'ai demandé à la direction, mais il paraît maintenant que c'est saucissonné.

M. Guillaud-Bataille : Ce que j'essaie de vous dire, Monsieur le Maire, c'est que l'on ne débat pas et on accélère. C'était ma proposition.

M. le Maire : Oui, vous avez raison. Le point n°14, modification de la composition de la commission d'appel d'offres. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°14

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité

→ 15. Modification de la composition de la commission des marchés de travaux

M. le Maire : Sur le point n°15... Attendez. On me dit qu'il y a une modification de nom, mais que, cependant, on vous l'a fait savoir, et qu'a priori, tout le monde serait au courant, sur la modification de la composition de la commission des marchés de travaux. Je vous le dis, en titulaire, nous avons mis Madame Amandine Francisot, or c'est Monsieur Karim Garrouit qui est titulaire. Nous avons mis Monsieur Karim Garrouit en suppléant, or c'est Madame Amandine Francisot qui est en suppléante. Cela, c'est pour le point 15, la modification de la composition de la commission des marchés de travaux. C'est une inversion involontaire, mais la commission sera bien ainsi.

Je la mets aux voix, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est donc voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°15

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande,

FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine,
FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité

→ 16. Modification de la composition de la commission de concession

M. le Maire : Ensuite, sur le point numéro 16, modification de la composition de la commission de concession, y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°16

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité

→ 17. Modification du nombre de commissions municipales

M. le Maire : Sur le point 17, modification du nombre de commissions municipales, y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°17

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien,

LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité

→ 18. Modification de la composition des commissions municipales

M. le Maire : Le point n°18, modification de la composition des commissions municipales. Pareil, y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n°18

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COEHLO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OCZAN Canan, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité

→ 19. Désignation d'un conseiller territorial à l'établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre en remplacement d'un conseiller municipal démissionnaire

M. le Maire : Nous arrivons maintenant au point n°19. Il nous faut donc remplacer un conseiller territorial à l'Établissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, qui est donc notre territoire, à la suite de la démission de Monsieur Didier Guillaume. Que je me mette quand même sur la délibération... Il y a eu, je crois, deux personnes qui se sont manifestées, Monsieur Hutin et Madame Desprès. C'est bien cela ? Excusez-moi, deux personnes se sont manifestées. Il y a Monsieur Hutin qui s'est manifesté, et Monsieur Bataille. Monsieur Guillaud-Bataille, excusez-moi. Pour siéger, je propose Monsieur Hutin, et ce doit être mis aux voix. Nous allons procéder, là, au vote.

Qui est contre ? Allez-y, oui.

Mme Fourniaud : Je voulais demander la parole.

M. le Maire : Bien sûr, allez-y.

Mme Fourniaud : En fait, là, on est en train de procéder à la modification et au remplacement de Monsieur Didier Guillaume, on est d'accord, au Territoire. Monsieur Didier Guillaume était issu d'une liste, on représente ici cette liste, et Monsieur Hutin, sauf erreur de ma part, depuis le 21 septembre a déclaré qu'il ne souhaitait plus être dans l'opposition, excusez-moi, et qu'il se mettait à la disposition de la majorité plurielle, c'est-à-dire de votre majorité. C'est le Verbatim...

M. le Maire : Je vous laisse finir, et je vous dirai, il pourra s'exprimer, je vous laisse finir.

Mme Fourniaud : Donc nous, nous avons un candidat d'opposition, c'est Monsieur Guillaud-Bataille, et pour nous, ce ne peut être que Monsieur Guillaud-Bataille, puisque c'est notre candidat et qu'on remplace, selon l'usage républicain, si je puis dire terme à terme, même si ce n'est pas très joli quand on utilise ce mot pour des personnes, parce que l'on est les seuls, légitimes, de l'opposition à remplacer Monsieur Guillaume.

M. le Maire : Je vais tout de suite vous corriger, Madame. Monsieur Hutin n'a pas rejoint la majorité municipale. Monsieur Hutin, issu de votre liste, a quitté votre groupe, ce qui est différent. Monsieur Hutin est bien issu de la liste d'opposition, et nous ne sommes pas obligés de remplacer une personne au Conseil territorial issue d'un groupe, mais issue de la liste d'opposition. Donc je mets aux voix la candidature de Monsieur Hutin... Je donne la parole à Monsieur Guillaud-Bataille qui veut ajouter un mot.

M. Guillaud-bataille : Monsieur le Maire, j'entends, on peut toujours jouer avec les lignes. Effectivement, le droit est de votre côté puisqu'y compris, d'ailleurs il faut aller au bout des choses, vous n'êtes même pas tenus de représenter l'opposition dans la délégation au Territoire. Donc le droit, la loi est de votre côté.

En revanche, une question se pose ce soir, Monsieur le Maire. C'est qu'effectivement, et j'essayais de le dire, peut-être avec de mauvais mots au début, où sommes-nous ? Nous sommes dans un Conseil municipal. Ce Conseil municipal, dans sa composition, est le fruit des votes des Choisyennes et des Choisyens. Le nombre des élus est le fruit des votes des Choisyennes et des Choisyens, et même si les choix individuels font que Monsieur Habi quitte votre majorité, Monsieur Hutin, je suis désolé, mais regardez le Verbatim, il dit expressément se mettre à disposition de la majorité plurielle, les mots ont un sens dans un Conseil municipal. Je le dis, la question qui nous est posée... Cela, ça arrive, c'est la vie, et c'est la vie des individus. En revanche, quelque part, nous, comme Conseil municipal, en tout cas c'est la conception que nous défendons, nous devons être aussi à l'image du scrutin qui a eu lieu, et pas seulement du Conseil municipal tel qu'il est composé d'individus, et des mouvements que les individus peuvent être amenés à faire. Vous aviez fait un choix au moment de l'installation du Conseil qui était de mettre un représentant de la liste d'opposition, d'accord, mais un représentant, effectivement, de cela. La continuité, pour le coup, du groupe qui représente la liste qui est arrivée deuxième des élections municipales, ce sont les cinq membres qui sont constitués en groupe. C'est le seul groupe d'opposition de cette assemblée. Ils sont arrivés deuxièmes, la liste Choisy en commun, au deuxième tour.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille...

M. Guillaud-Bataille : Cette liste, laissez-moi, s'il vous plaît, finir mon propos...

M. le Maire : Je pensais que vous aviez fini.

M. Guillaud-Bataille : Cette liste, aujourd'hui, elle est représentée de manière logique par le groupe qui est constitué par la majorité de ses membres. Cela, vous pouvez en convenir. Puisque cinq des membres de la liste qui siègent donc au titre des voix des Choisyens sont aujourd'hui constitués en groupe, et seul groupe d'opposition. Si vous restez dans la logique qui a présidé à l'élection de Monsieur Guillaume au Territoire, c'est bien la représentation de cette liste, et vous pourriez admettre que seuls les membres de cette liste peuvent désigner celui qui doit les représenter. Vous n'avez pas, normalement, à faire ce choix. J'ai bien entendu que vous aviez dit non, ce qui va m'amener à devoir dire une chose, je veux d'abord m'adresser à Sébastien et lui demander par respect pour le vote des Choisyens...

M. le Maire : Monsieur Bataille-Guillaud, c'est moi qui mène les débats. Ne vous adressez pas à Monsieur Hutin, vous vous adressez à vos collègues et à moi-même, je vous donne la parole, puisque vous l'avez demandée, et c'est moi qui donne la parole aux personnes.

M. Guillaud-Bataille : Excusez-moi. Donc pour ma part, nous demandons en tout cas à Sébastien de réfléchir et de retirer sa candidature. Pour le coup, après, Monsieur le Maire, il y a trois choix qui s'offrent à vous sur le déroulement du vote. Il y a le choix qui semble être celui que vous avez indiqué, qui est de faire voter votre majorité pour choisir votre opposition.

M. le Maire : On peut nommer sans voter, Monsieur, vous l'avez dit vous-même.

M. Guillaud-Bataille : Non, il y a un vote du Conseil municipal.

M. le Maire : On fait un vote. C'est cela, j'aurais pu faire sur une seule proposition.

M. Guillaud-Bataille : Donc vous allez appeler votre majorité, c'est ce que vous avez fait, à voter pour quelqu'un qui n'est pas le représentant désigné par l'opposition au Territoire. C'est un choix. Ce choix, pour moi, n'est pas respectueux de la démocratie et du scrutin qui a eu lieu en 2020.

Il en reste deux, demander à votre majorité de ne pas prendre part au vote et d'estimer que c'est à l'opposition de décider de qui la représente...

M. le Maire : Je vais être obligé de vous répondre, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Écoutez, je vous donne des solutions, sinon...

M. le Maire : Épargnez-moi vos solutions, s'il vous plaît...

M. Guillaud-Bataille : Vous faites un choix politique, qui est un choix de négation de la démocratie, mais allez-y.

M. le Maire : Vous permettez, Monsieur Guillaud-Bataille ? Épargnez-moi vos choix, je suis capable de les faire tout seul. Vous voyez, sur ce que vous dites, « anti-républicain », c'est vous qui l'êtes, Monsieur, et c'est bien pour cela que tout ce que vous venez de dire, cela va renforcer notre choix.

Vous voyez, ce choix avait été entériné avant que je vous voie à l'œuvre, et vous avez commencé par dire que nous étions, lorsque nous avons expliqué que, pour nous, gauche, droite, ici, seul primait l'intérêt général, que c'était malhonnête ou je ne sais quel terme que vous avez employé. Déjà là, vous voyez... Et moi, si vous voulez, je vais vous dire, vous, ce qui vous gêne, c'est que Monsieur Hutin ne soit pas communiste. Vous voulez que j'aille plus loin ? Le Conseil territorial s'est permis de nous appeler pour influencer notre choix. C'est républicain, cela ? Moi, je dis que c'est scandaleux. C'est de l'ingérence dans nos affaires, à Choisy-le-Roi, et qui se produit trop longtemps.

Maintenant, si vous voulez parler de choix républicain, vous dites que vous, vous seriez plus légitime que Monsieur Hutin ? Monsieur Hutin, il était sur la liste de Monsieur Didier Guillaume. Il a été élu autant que vous, il est aussi légitime que vous pour représenter les Choisyennes et les Choisyens par rapport à ce que défendait cette liste. Monsieur Hutin n'a pas changé de conviction. Alors, que devrais-je dire, vous, vos amis qui se sont fait élire ? Vous dites qu'il faut respecter le choix... Très bien, je suis d'accord. Il est toujours Monsieur Hutin avec ses convictions qu'il conserve, qu'il a exprimées durant la campagne, qu'il exprime ici au Conseil municipal. Donc, il est tout aussi légitime que vous, je n'en dirai pas autant de vos amis qui se font élire sous la Nupes, et comme cela s'est passé lundi au Département, plus personne n'était de la Nupes. Je ne sais plus comment cela s'appelle, ce machin... C'est républicain, cela ? On se fait élire ensemble, et après, vous dites : « Eux, c'est eux, nous, c'est nous ». Monsieur Hutin a le droit de faire la même chose. Il est issu de votre liste.

Vous voulez que je vous donne un autre exemple ? Alors là, il est fort, celui-là. Vous connaissez la Sadev. C'est qui, le président de la Sadev ? C'est un de vos amis, le maire de Villejuif. Et c'est quoi, là, plus qu'une tradition républicaine ? C'est que la Sadev a toujours été présidée par le président du Conseil départemental. Si, Monsieur. Simplement, à partir du moment où vous avez perdu le Conseil départemental, Monsieur n'a pas voulu quitter son poste et il est resté président. Cela, c'est profondément antirépublicain. Comment il s'appelle déjà, le maire de Villejuif ? Monsieur Garzon, ce cher Monsieur Garzon. Alors que c'est le Département... Pourquoi cela ? Parce que le Département est le premier financeur de la Sadev, et ce sont vos amis communistes qui ont édifié cela. Simplement, ils ne s'attendaient pas à perdre un jour le Département. C'est toujours ennuyeux, quand on perd, mais c'est la démocratie.

Oui, mais Monsieur, je n'ai pas dit que nous n'étions pas politiques. Là, vous nous mettez sur un plan politique, parce que je vous le dis, ce qui vous gêne, c'est qu'il faut absolument que ce soit un communiste. C'est ce que nous a dit le Territoire qui s'est permis de nous appeler. Le Territoire qui appelle une mairie pour se mêler... Cela en dit long. Et tout le monde sait que j'espère que ce Territoire va disparaître, comme d'autres, c'est une aberration, c'est une autre discussion, peut-être serons-nous d'accord là-dessus.

Donc Monsieur Hutin, il est issu de la liste de Monsieur Didier Guillaume. Il a été élu par les mêmes électeurs qui vous ont élu. Monsieur Hutin a exprimé ici garder ses convictions, et il ne rejoint pas la majorité municipale, il est indépendant, comme il a tout à fait le droit de l'être. Si maintenant, certaines de nos actions trouvent grâce à ses yeux et pas aux vôtres, c'est aussi la démocratie. Jusqu'à présent, il y a eu beaucoup de consensus qui ont été votés par votre groupe lorsque vous n'étiez pas là, et par Monsieur Hutin, et cela a continué ce soir, et je vous en remercie, cela aussi, c'est la démocratie. Comme moi, dans l'opposition, lorsque j'étais conseiller municipal avec mon groupe, nous avons voté pratiquement 70 voire 80 % des délibérations de ce Conseil municipal, parce que nous jugions que c'était bon pour notre ville. Voilà.

Donc là, vous montez en épingle une affaire qui n'en est pas une, pas du tout. Et comme vous l'avez rappelé vous-même, c'est le droit. Donc on va procéder au vote. Allez-y, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire. Allez-y...

Mme Fourniaud : Vous reprochez, excusez-moi...

M. le Maire : Allez-y, Madame.

Mme Fourniaud : Pardon, je croyais que vous m'aviez vue. Vous reprochez à Monsieur Guillaud-Bataille de vouloir un communiste à la place d'un communiste, en l'espèce, je suis socialiste, et je pense qu'il n'a pas été donné mandat à Monsieur Hutin lorsqu'il a participé à la liste Choisy en commun de dire dans un Conseil municipal... Il part du parti socialiste, personne ne lui reproche, même pas moi, une socialiste. Il part du groupe, personne ne lui reproche. En revanche, ce qu'on peut lui reprocher, c'est de... Je m'adresse à vous, et non pas à lui, comme vous l'avez spécifié, c'est de se mettre, selon ses dires, « à disposition de votre majorité », puisque la majorité plurielle, ce n'est pas nous, on est d'accord, c'est bien vous, et de ne plus vouloir être un opposant. À partir de là, il ne fait plus partie, pour nous, de l'opposition, donc ce n'est pas notre candidat, et c'est à nous de désigner notre candidat. C'est tout ce que je voulais dire.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille vient de rappeler que nous ne sommes pas dans l'obligation d'envoyer, en plus... Alors que nous l'avons fait. Nous ne sommes pas dans l'obligation d'envoyer un candidat au Territoire issu de l'opposition. Nous l'avons fait, parce que nous sommes républicains. Maintenant, il faut plutôt vous en prendre à votre leader qui a préféré démissionner, alors que dire de lui ? Dès que c'est gênant, oh là là. Je suis désolé, vous dites qu'il faut respecter le vote des Choisyennes et des Choisyens... Qu'il ne soit pas là, en plus, je m'entends très bien avec lui. Si Monsieur Didier Guillaume nous écoute, je le salue. Nous avons de très bons rapports, cela ne changera pas. Je comprends que dans certaines situations, on doit peut-être arrêter, mais il n'empêche que ce problème ne se poserait pas s'il n'avait pas démissionné. Allez vous expliquer avec lui. Les Choisyens lui ont donné un mandat, il arrête. Il faut que ce que vous dites s'applique à tous et à toutes. Il faut être cohérent. Monsieur Hutin est tout à fait légitime à se présenter. Après tout, si quelqu'un d'entre vous, comme d'ailleurs souhaite le faire le parti socialiste, j'ai cru comprendre que le parti socialiste a de plus en plus tendance à rejeter la Nupes et ne pas en faire partie. Ne venez pas nous donner des leçons, lorsqu'on se fait élire sur des propos, il faut voir ce qu'il y avait en groupe juste pour avoir une place, et dès qu'on a la place, on s'éloigne de ceux qui ont permis de vous faire avoir la place. Alors s'il vous plaît, gardez vos leçons de démocratie, faites plutôt votre ménage parmi vous. Ce dont on assiste actuellement au niveau national de la part de vos partis et de la Nupes, que vous vouliez nous donner des leçons de démocratie, alors là...

Excusez-moi, Monsieur Guillaume-Bataille lui-même le dit, c'est le droit, vous n'avez aucune obligation. On aurait pu mettre quelqu'un de notre majorité, carrément, cela aurait été plus simple pour nous. Au moins, on serait assuré à 100 %.

Attendez, je donne la parole à Monsieur Ali Id Elouali. Vous êtes intervenue, il veut intervenir. Allez-y.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire. Écoutez, on va remettre un petit peu les choses au clair. D'abord, Monsieur Fabien Guillaud-Bataille, je vous remercie de rappeler le droit, parce qu'on est d'abord tenu d'appliquer le droit, ce qui nous mettra tous d'accord. On a fait d'abord que cela.

Ensuite, on assiste quand même à une guéguerre d'héritage et une rivalité des légitimités. Qui est le plus légitime ? Vous semblez dire que vous êtes les plus légitimes, mais les parties prenantes de tout le groupe, toute la liste Choisy en commun, ce n'est pas que vous. Permettez-moi, c'est Monsieur Hutin, mais aussi les absents qui ne sont pas là aujourd'hui, mais qui faisaient aussi partie de votre liste. Je parle de Monsieur Aoummis, je cite également Madame Benkahla qui en faisait aussi partie. D'un coup, vous vous octroyez l'exclusive légitimité sur l'opposition en disant : « L'opposition, c'est moi », je ne veux rien paraphraser, ni personne. Dès lors que vous n'avez pas réglé les choses entre vous, et dès lors, pardon, Madame Desprès, je termine. Madame Desprès, je termine.

M. le Maire : On s'écoute, on s'est tous écoutés jusqu'à présent, vous pourrez intervenir après, je vous donnerai la parole.

M. Id Elouali : Ce ne sont pas des contre-vérités que de dire que c'est bien vous, Monsieur Aoummis, Madame Benkahla, Monsieur Hutin, vous étiez tous sur une liste. Pour le coup, on est très factuel. Il n'y a pas de contre-vérités, on peut sortir la liste, vous y étiez. Donc dès lors que vous êtes tous de la même liste, et dès lors que le Conseil municipal est soumis à voter, dès lors qu'il a la liberté de choisir un candidat parmi d'autres, permettez-nous aussi d'avoir la légitimité et la liberté de voter pour qui l'on veut. C'est aussi simple que cela. Le droit et la liberté de voter pour qui l'on veut, dès lors où l'on est consulté pour ce faire. Merci.

M. le Maire : Tout le monde a pris la parole, on ne va pas passer la nuit là-dessus, quand même. Je donne la parole à Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Au regard du débat qui prévaut, je demande une suspension de séance.

M. le Maire : Excusez-moi, si vous pouvez parler légèrement... D'ici, on n'entend rien. Parlez un peu plus fort.

M. Essonne Mengue : Je demandais une suspension de séance.

M. le Maire : Non, non, on ne fait pas une suspension de séance pour cela, Monsieur Essonne Mengue, excusez-moi. Attendez... On va procéder au vote. Il y a des suspensions de séance qui s'imposent pour des sujets graves, pour des sujets importants. Excusez-moi, c'est de la polémique à la petite semaine, et on n'est pas dupe de vos intentions. Excusez-moi... On a quand même le droit de ne pas céder à vos intentions. Cela va, quoi... Demandez-nous aussi de nous tirer une balle dans le pied. C'est un peu ce que vous voulez, excusez-nous de ne pas vouloir vous laisser.

On va donc procéder au vote. Quand même, on ne va pas passer autant de temps là-dessus que surtout le Conseil municipal...

Brouhaha

M. le Maire : Très bien, vous quittez la salle, très bien. Mais bien sûr, mais vous faites une entrée remarquable, digne de la Nupes. C'est exactement ce qu'il se passe à l'Assemblée, ce qu'il se passe partout. Vous n'êtes pas républicains, vous parlez de droit, vous dites que l'on a le droit, mais vous n'êtes pas d'accord. Vous contestez les lois, vous contestez tout, donc parfait. Il faut que tout soit fait à votre botte, eh bien non ! Voilà. Bonne soirée à vous, vous êtes formidables. Mais bien sûr, Monsieur Essonne Mengue. Bien sûr. Vous en parlerez à Monsieur Garzon lorsque vous le verrez, je compte sur vous.

MM. Fabien Guillaud-Bataille, Martine Fourniaud, Essonne Mengue Terence, Catherine Desprès et Thierry Balias quittent la séance à 22 h 22.

M. le Maire : Bon, eh bien, on va procéder au vote. Il reste qui ?

Rires

M. le Maire : Les contre, ils sont tous partis. On va voter les deux votes, d'accord. Je présente la candidature de Monsieur Hutin, on présentera ensuite la candidature, bien qu'il soit parti, de Monsieur Guillaud-Bataille. On va commencer par Monsieur Hutin.

Pour la candidature de Monsieur Hutin, y a-t-il des votes contre ? Pour l'instant, il n'y a pas de vote contre, mais vous pouvez compter quand même ce que vous voulez.

Rires

M. le Maire : Y a-t-il des abstentions ? Il y a une abstention. C'est qui, l'autre abstention ? Très bien. Il y a deux abstentions, et c'est voté à la... Non, attendez. Qui est pour ? Je suis pour, moi. J'attendais les résultats. Très bien. 32 pour, 2 abstentions. Qui a des pouvoirs ? C'est bon avec les pouvoirs, OK.

Mme LAJILI : Et mon vote, comme on parlait de deux opposants, comme je le disais, on a deux opposants en face de nous, donc Monsieur Hutin... Comme nous, on ne sait pas qui est le plus légitime entre les deux, mon vote va vers l'abstention, parce que je n'ai pas envie de prendre part à ce vote.

M. le Maire : Je pense que l'on a donné des explications claires, mais il n'y a pas de souci. Chacun vote sur ce point, il n'y a pas de problème.

Vote de la délibération n°19

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : Mmes. BRULANT Marina, LAJILI Yamina, OCZAN Canan.

N'ont pas pris part au vote : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE

La délibération n°19 est adoptée à la majorité

M. le Maire : Maintenant, on va procéder au vote pour Monsieur Guillaud-Bataille. Qui est pour ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? Oui, et le reste contre. Donc c'est la même chose, mais en inversé.

Vote de la délibération n°19 - 2

Ont voté pour : 0

Ont voté contre : MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura.

Se sont abstenus : Mmes. BRULANT Marina, LAJILI Yamina, OCZAN Canan

N'ont pas pris part au vote : MM. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGUE TERENCE

La délibération n°19 est adoptée à la majorité

M. le Maire : Bien, je félicite Monsieur Hutin pour son élection au Conseil territorial, dont je ne doute pas qu'il sera assidu et qu'il fera un excellent travail avec ses convictions. Monsieur Sayadi ? Oui, il y a juste les décisions du Code général.

→ 20. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Quelqu'un a un commentaire sur les décisions du Code des collectivités ? Non, très bien.

Merci pour cet excellent Conseil municipal qui s'est quand même bien passé.

Attends, Karim, Walid veut dire quelque chose.

M. Sayadi : Je regrette que l'opposition ait quitté les lieux, et j'aimerais comme prévu faire une minute de silence pour Madame NABOT.

M. le Maire : C'est très bien de le rappeler, mais bien sûr, nous avons été aux obsèques, mais faire une minute de silence en plus, c'est très bien. Je vous propose de faire cette minute de silence.

Je voudrais aussi avoir une pensée, puisque l'on est dans les pensées, pour Monsieur Thierry Lagarde qui vit une période très difficile, il a perdu son épouse. Bien sûr, on lui a témoigné notre sympathie, notre soutien et notre solidarité. On a aussi une pensée pour lui.

Une minute de silence.

Une minute de silence est observée en hommage à Madame NABOT.

Merci à vous, merci pour elle. La séance est levée, merci.

La séance est levée à 22 h 30.

Signature :

Tonino PANETTA
Maire



